



2025

**RAPPORT
D'ACTIVITÉS**



SOMMAIRE

Avant-propos	4
Présentation de l'APEFE	5
Nos Ministres de tutelle	6
Organes décisionnels	7
Notre équipe	8
Notre zone d'intervention	12
Objectifs du Développement Durable	13
Intégrité	14
Chiffres clés	18



Environnement et climat 20

Bénin - Les Femmes Entreprennent pour le Climat	22
Burkina Faso - Coopérer pour le Climat	24
Burkina Faso - Appui au système de suivi-évaluation de l'IGMVSS	26
Burkina Faso - Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel	28
Burundi - Programme d'Appui au Développement de l'Irrigation	30
Burundi - Appui aux communautés pour l'aménagement des bassins versants des marais de Muhembuzi et de Ndurumu dans la province de Kirundo	32
République Démocratique du Congo - MBIZIAKU	34
République Démocratique du Congo - BUTAMU BWA DJEMBE	36
Sénégal - Niowan Saloum	38



Santé et réadaptation 40

Burkina Faso - Programme de Renforcement des Capacités en Médecine Physique et Réadaptation	42
Burundi - Programme d'Appui au Développement de la Médecine Physique et Réadaptation	44



Inclusion économique 46

Bénin - Programme d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin Artisanal	48
Maroc - Min Ajliki	50
Sénégal - Jigeen Ñi Tamit 2.0	52



Inclusion sociale - Éducation 54

Belgique - Educaid.be	56
Bénin - IFADEM	58
Palestine - Promouvoir le développement inclusif des personnes en situation de handicap	60
République Démocratique du Congo - IFADEM	62
République Démocratique du Congo - IFADEM KASAI ORIENTAL	64
Teach2Empower-ÉQUITÉ	66
Sénégal - IFADEM	68
Teach2Empower : Eco-lier	70
RTIA-FACILITY	72

AVANT-PROPOS



© J. Van Belle - WBI

Pascale Delcomminette
Administratrice déléguée

L'année 2025 s'inscrit dans la continuité des acquis du Programme pluriannuel 2022-2026 financé par la coopération fédérale belge, dans un contexte international marqué par une intensification des crises climatiques, sociales et géopolitiques, qui mettent à l'épreuve et invitent à repenser les modèles de coopération.

Après quatre années de mise en œuvre, nos programmes ont atteint leurs principaux objectifs dans nos pays partenaires. Cette trajectoire confirme la pertinence de nos choix stratégiques et la solidité des partenariats construits au Bénin, au Burundi, au Burkina Faso, au Maroc, en Palestine, en République Démocratique du Congo, au Sénégal et au Rwanda malgré l'arrêt brutal de notre coopération avec ce pays. Elle nous oblige aussi à franchir une nouvelle étape : passer d'une logique de déploiement à une logique d'impact systémique et durable.

Le renouvellement des équipes gouvernementales en Belgique francophone en 2024 a fait évoluer notre cadre de gouvernance et ouvre une opportunité de réaffirmer le rôle de l'APEFE comme agence de référence, capable de conjuguer expertise technique, engagement politique et ancrage territorial. Dans ce contexte, notre responsabilité est claire : renforcer la cohérence, la lisibilité et l'efficacité de notre action.

Les défis environnementaux, et en particulier les impacts irréversibles liés aux pertes et dommages climatiques, se sont imposés comme une ligne de fracture majeure du développement. L'APEFE a consolidé en 2025 son positionnement sur ces enjeux, notamment en s'appuyant sur l'expertise de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, afin de contribuer à des réponses structurelles et équitables pour les populations les plus vulnérables.

Parallèlement, nos interventions se sont poursuivies dans les domaines de la santé, notamment en Médecine Physique et de Réadaptation, ainsi que dans l'inclusion économique et sociale, avec une attention accrue portée à l'articulation de ces axes afin d'en maximiser les effets de levier. L'enjeu est aujourd'hui d'inscrire ces actions dans une approche intégrée et transformatrice.

Enfin, dans un contexte marqué par des contraintes budgétaires accrues, notre conviction reste intacte : la qualité et la solidité de nos partenariats sont le fondement de notre action. C'est avec nos partenaires institutionnels, nos équipes et l'ensemble des acteurs de terrain que nous pouvons continuer à construire des réponses durables aux défis du développement.

Plus que jamais, le facteur humain est au cœur de notre engagement. Ce sont les femmes et les hommes, ici et dans nos pays partenaires, qui donnent sens et efficacité à notre action.

Nous tenons à les remercier pour leur engagement constant et leur capacité à agir, ensemble, dans un environnement de plus en plus exigeant.

À l'aube de la dernière année de mise en œuvre du Programme pluriannuel 2022-2026, l'APEFE prépare également le lancement du programme 2027-2031, avec une ambition renforcée : consolider ses acquis, assumer des choix stratégiques structurants et affirmer son rôle dans une coopération internationale plus juste, plus exigeante et toujours plus efficace.

A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Pascale Delcomminette.



APEFE

Présentation générale

L'APEFE est l'agence de partenariats internationaux intégrée au sein des relations internationales de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, active depuis 1976 dans les pays en émergence.

A travers ses activités, l'APEFE met en œuvre des programmes ayant pour objectif général la lutte contre la pauvreté et les inégalités par le renforcement des capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles.

L'APEFE se focalise notamment sur :
L'éducation avec un accent sur la formation technique et professionnelle ainsi que l'insertion socioprofessionnelle comme outil d'inclusion sociale ;
L'économie inclusive avec un accent sur les capacités des femmes à développer des activités entrepreneuriales ;

La santé avec un accent mis sur la formation des personnels, ainsi que sur la prise en compte de la problématique du handicap (Médecine Physique et Réadaptation) ;

L'environnement avec un accent sur la promotion et le développement des technologies vertes, sur la lutte contre les changements climatiques et l'adaptation des populations à ceux-ci ;

L'agriculture avec un accent sur les aspects liés à l'économie sociale et au renforcement des capacités de gestion des groupements paysans.

L'APEFE a également pour mission de promouvoir, d'organiser, de coordonner toutes les formes de partenariat, de partage de connaissances et d'expertises entre la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie et les pays partenaires.

NOS SECTEURS D'ACTIVITÉS



Climat et environnement

Le développement des technologies vertes. La lutte contre les changements climatiques à travers les 3 piliers (Atténuation, Adaptation et Pertes & Préjudices). L'agriculture via le renforcement des capacités des groupes paysans.



Santé

La formation du personnel de santé inclut la prise en compte de la problématique du handicap. Cela englobe des spécialités comme la médecine physique et la réadaptation.



Inclusion sociale éducation

La formation technique, l'éducation de base, professionnelle et l'insertion socioprofessionnelle comme outils d'inclusion sociale.



Inclusion économique

L'économie inclusive met en avant le développement des capacités des femmes et des jeunes. Elle encourage leur participation à des activités entrepreneuriales qui visent à renforcer leur autonomie et leur contribution à la croissance économique.



MINISTRES DE TUTELLE PRÉSIDENT ET VICE-PRÉSIDENT·E·S DES INSTANCES DE L'APEFE



Adrien Dolimont
Président
de l'APEFE
Ministre-Président de
la Wallonie



Elisabeth Degryse
Vice-présidente de
l'APEFE
Ministre-Présidente
de la Fédération-
Wallonie Bruxelles



Valérie Glatigny
Vice-présidente de
l'APEFE
Ministre de
l'Éducation et de
l'Enseignement de
promotion sociale



Maxime Prévot
Vice-président de
l'APEFE
Ministre des Affaires
étrangères, des
Affaires européennes
et de la Coopération
au développement

ORGANES DÉCISIONNELS

L'APEFE est une association sans but lucratif. Ses instances se composent d'une assemblée générale et d'un organe d'administration. L'association a été rapprochée en 1992 de l'organisme d'intérêt public Wallonie-Bruxelles International (WBI), dont le-la fonctionnaire dirigeant-e, en sa qualité d'administrateur-trice général-e, est également l'administrateur-trice délégué-e de l'APEFE. Les statuts de l'APEFE, publiés le 4 janvier 2024 aux annexes du Moniteur belge, ont été modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 23 novembre 2023, conformément à la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations.

La présidence de l'organe d'administration est tournante. Celle-ci est assurée entre le ou la Ministre-Président.e de la Fédération Wallonie-Bruxelles et le ou la Ministre-Président.e de la Région wallonne. Le changement de présidence s'effectue le 1er juillet de chaque année. La ou le président.e est assisté.e de trois Vice-Président.e.s, respectivement le ou la Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles ayant l'éducation dans ses attributions, le ou la Ministre fédéral.e ayant la coopération au développement dans ses attributions ainsi que, suivant le principe d'alternance précédemment exposé, par le ou la Ministre-Président.e de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par le ou la Ministre-Président.e de la Région wallonne.

Membres de l'organe d'administration

- Adrien Dolimont
Ministre-Président de la Wallonie,
Président de l'APEFE
- Elisabeth Degryse
Ministre-Présidente de la Fédération Wallonie
Bruxelles,
Vice-Présidente de l'APEFE
- Valérie Glatigny
Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement de
promotion sociale
Vice-Présidente de l'APEFE
- Maxime Prévot
Ministre des Affaires étrangères, des
Affaires européennes et de la Coopération au
développement,
Vice-Président de l'APEFE
- Pascale Delcomminette
Administratrice déléguée de l'APEFE,
Administratrice générale de WBI
- Renaud Baiwir
Christian Carette
Alain Demarez
Étienne Gilliard
Benoît Haut
Anne Hellemans
Olivier Kassi
Olivier Mazy
François Randour

L'assemblée générale est présidée par le ou la Président.e de l'organe d'administration. Les autres membres sont issus des administrations fédérales et fédérées ou d'institutions ayant un lien avec l'objet social de l'association. D'un côté, l'organe d'administration possède les pouvoirs les plus étendus pour assurer la réalisation des objectifs et des intérêts de l'organisation. Il se réunit au minimum deux fois par an. De l'autre côté, l'assemblée générale est souveraine. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner ou ratifier les actes qui intéressent l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi et par les dits statuts.

Membres de l'assemblée générale

- Adrien Dolimont
Ministre-Président de la Wallonie,
Président de l'APEFE
- Elisabeth Degryse
Ministre-Présidente de la Fédération Wallonie
Bruxelles,
Vice-Présidente de l'APEFE
- Valérie Glatigny
Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement de
promotion sociale
Vice-Présidente de l'APEFE
- Maxime Prévot
Ministre des Affaires étrangères, des
Affaires européennes et de la Coopération au
développement,
Vice-Président de l'APEFE
- Pascale Delcomminette
Administratrice déléguée de l'APEFE
Administratrice générale de WBI
- Clémence Arnac
Renaud Baiwir
Nadia Benmessaoud
Christian Carette
Stéphane Cools
Vinciane De Keyser
Alain Demarez
Thomas Demeter
Nicolas Dervaux
Annie Devos
Étienne Gilliard
Matthias Gosselin
Stéphane Guisse
Benoît Haut
Anne Hellemans
Alexandre Mabilie
- Nicolas Manzone
Stéphane Marnette
Olivier Mazy
Olivier Parks
Yves Polomé
François Randour
Bénédicte Schepens
Sébastien Schetgen
Lucia Seda
Aude Segers
Fabrice Sprimont
Corinne Stephenne
Christelle Van Wesembeeck
Nadine Vanwelkenhuyzen
Stéphanie Wasselin
Alain Wilkin
Raymonde Yerna

NOTRE ÉQUIPE 2025

SIÈGE DE L'ORGANISATION



Pascale Delcomminette
Administratrice déléguée



Benoit Stiévenart
Directeur Général



Christian Collard
Directeur du service
administratif, ressources
matérielles et financier



Sandra Cantanavera
Service
administratif, ressources
matérielles et financier



David Jacob
Service
administratif, ressources
matérielles et financier



Bryan Riccobon
Service
ressources
humaines



Sabrina Troch
Service administratif,
ressources
matérielles et financières,
marchés publics et
financements alternatifs



Etienne Pinchart
Marchés publics
ISO



**Anne-Sophie Van
Vlasselaere**
Responsable du service
juridique &
Administratif,
Gestion des plaintes
intégrité



Didier Vandermaes
Service juridique et
administratif &
backup intégrité



Fanny Tabart
Responsable
communication et
intégrité



Magdalena Malinowska
Graphiste et assistante
communication



Guillaume Delecourt
Informaticien

BUREAU BELGIQUE

LES RESPONSABLES PAYS ET THÉMATIQUES



Sophie Pham-Holliday
Chargée de mission
Education
& programmation RTIA UE
& T2E



Luc Ameye
Chargé de mission Sénégal
MEAL & Quality Manager
ISO



Anne Coppens
Chargée de mission RDC
Point focal genre



Alexia Germeau
Chargée de mission
Burundi
Point focal Santé



Nathalie Forsans
Chargée de mission
Bénin et Financements
alternatifs



Géraldine Pegoff
Responsable Climat,
Environnement et Sécurité
alimentaire
Financements AWAC



Karin Möhler
Chargée de mission climat
environnement & Burkina
Faso



Sigrid De Meester
Chargée de mission
Palestine
Responsable
programmation DGD



Marije van Breda
Coordinatrice du
programme Educaid.be



Pascal Montois
Chargé de mission Maroc



Eric Huby
Chargé de mission

BUREAU BÉNIN

David Gaquère
Responsable bureau

- ▶ Nassirou Djibril Ali
- ▶ Saïbou Abdoulaye
- ▶ Yesidatou Aminou
- ▶ Emile Gbessinonn
- ▶ Pamphile Akotègnon Gohoungo
- ▶ Eusèbe Goussi
- ▶ Mathilde Menoudji
- ▶ Gisèle Ouinsavi

BUREAU BURUNDI

Olivier Jadin
Responsable bureau

- ▶ Didier Woirin
Administrateur de programme
- ▶ Jean-Marie Hakizimana
- ▶ Didace Ndayishimiye
- ▶ Martin Mahora
- ▶ Eric Nizigiyimana
- ▶ Donatien Ndabadugariste
- ▶ Christophe Ndayisaba
- ▶ Sandrine Vyimana
- ▶ Joseph Baravuga
- ▶ Christophe Habimana

BUREAU BURKINA FASO

Yacouba Ouedraogo
Responsable bureau

- ▶ Clément Bagnoa
- ▶ Fatimata Coulibaly
- ▶ Moussa Diabaté
- ▶ Boureima Kiemde
- ▶ Barry Guy Resbron
- ▶ Lassané Sawadogo
- ▶ Koala Lamoussa
- ▶ Eva Sanou
- ▶ Modeste Soubeaga
- ▶ Aminata Mambone

BUREAU MAROC

Pascal Montois
Responsable bureau

- ▶ Mohamed Abadidi
- ▶ Mahjoub Chahine
- ▶ Aurélie Delain
- ▶ Soumya Boussarhane
- ▶ Otmane El Hajam
- ▶ Sayda El Madiouny

BUREAU SÉNÉGAL

Françoise Daxhelet
Responsable bureau

- ▶ Marie-Adele Ndong
- ▶ José Vincent Makisi Ngombe
- ▶ Makhtar Diop
- ▶ Moussa Sarr
- ▶ Abdou Sagne
- ▶ Moussa Diop
- ▶ Mandiaye Dieng
- ▶ Moussa Kassé
- ▶ Khadidiatou Gueye
- ▶ Jacqueline Dioh Diouf

BUREAU RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Michel Lutumbue
Responsable bureau

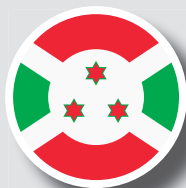
- ▶ Clément Tshibangu
Administrateur de programme
- ▶ Jules Atchoglo
Administrateur de programme
- ▶ Paulin Swele
- ▶ Bénédi Luvangu
- ▶ Charmante Mubali Lubula
- ▶ Richard Kasale
- ▶ Oscar Cakushiya
- ▶ Nadège Ambaka
- ▶ Blanchard Nsuka
- ▶ Célestin Kiomba
- ▶ Anto Mulanga Bakenge
- ▶ Richard Utende
- ▶ Pascal Kazwenga
- ▶ Dirvine Kizita Mananga
- ▶ Fils Mvutu
- ▶ Evariste Zeng
- ▶ Léonard Sikitiko
- ▶ Dieudonné Mwamba

NOTRE ZONE D'INTERVENTION

L'APEFE collabore à la mise en œuvre des politiques sectorielles dans **8 pays** et dispose de **6 bureaux de coordination des programmes**.



BÉNIN



BURUNDI



RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO



BELGIQUE



MAROC



SÉNÉGAL



BURKINA FASO



PALESTINE

NOS BAILLEURS DE FONDS



Belgique

partenaire du développement



Wallonie - Bruxelles
International.be



**Wallonie
environnement**



Awac

Enabel



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Wallonie

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les 17 objectifs de Développement Durable adoptés par l'ensemble des États membres de l'Organisation des Nations Unies en 2015 sont un appel universel à l'action pour éliminer la pauvreté, protéger la planète et améliorer le quotidien de toutes les personnes partout dans le monde, tout en leur ouvrant des perspectives d'avenir.

Il s'agit, pour l'APEFE, de :

- Maximiser les impacts tout en garantissant la pleine compatibilité des programmes, projets et actions avec l'agenda du développement durable ;
 - Définir les priorités parmi les ODD pour cibler les efforts et en tirer un maximum de bénéfices ;
 - Aligner les stratégies sur les ODD en identifiant des indicateurs clefs de performance et en les intégrant dans tous les processus ;
 - Intégrer les ODD en ancrant des objectifs de développement durable dans les activités ;
 - Développer une communication rendant compte des contributions de l'APEFE aux ODD.
- 



INTÉGRITÉ

QU'EST-CE QUE L'INTÉGRITÉ ?

Transparency International définit l'intégrité comme étant « Les comportements et les actions en accord avec un ensemble de principes et normes éthiques ou morales, adoptés tant au niveau individuel qu'institutionnel ».

Cette définition met l'accent sur l'adhésion à une communauté de valeurs, de principes et de normes éthiques.

Une personne intègre adhère et agit conformément à ces normes et valeurs.

L'intégrité comprend à la fois les aspects liés à l'intégrité financière (corruption, fraude, etc.) et les aspects liés à l'intégrité morale (abus de pouvoir, discrimination, comportement sexuel abusif, abus et exploitation, etc.).

L'INTÉGRITÉ À L'APEFE

Le 15 juin 2018, l'APEFE a signé la Charte d'intégrité, qui est érigée en référence nationale pour la politique d'intégrité en matière de Coopération au développement depuis l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 2020 modifiant la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement et érigeant la charte d'intégrité existante en matière de coopération au développement en référence nationale pour la politique d'intégrité.

L'APEFE a rempli plusieurs obligations légales prévues dans la charte, telles que :

- L'élaboration d'un Code éthique
- La formation annuelle permettant la sensibilisation à la question de l'intégrité au siège et sur le terrain grâce aux administrateurs de programme ;
- La mise sur pied de la cellule intégrité permettant la réception des plaintes et leurs classifications, l'organisation d'une enquête interne lorsque la plainte est fondée, d'assurer le suivi du dossier et la rédaction d'un rapport ;
- La communication annuelle sur les atteintes à l'intégrité ;
- La collaboration avec d'autres acteurs afin de développer les pratiques existantes ;
- La mise à disposition d'un formulaire de plainte en ligne ainsi qu'une adresse e-mail dédiée.

A côté de cela, d'autres choses sont mises en place permettant un suivi de l'intégrité au siège, comme :

- La création d'une cellule intégrité ;
- Le répertoire des incidents reprenant tous les rapports d'incidents ainsi que les décisions managériales. Cela permet d'évaluer le «degré» de rupture d'intégrité et servira de base dans les cas où il faudrait ajuster, réaligner ou justifier de la fin d'un partenariat ;
- Le suivi des polices d'assurance en matière de responsabilité civile. Il faut être attentif à ce que couvre réellement l'assurance pour voir dans quelles conditions il sera possible de la mettre en œuvre ;
- L'intégration du mot « intégrité » dans tous les documents formalisés.
- L'envoi par les administrateurs de programmes de lettres d'affirmation certifiant de l'absence de connaissance de fraude ou d'abus durant le déroulement du Programme ;
- La rédaction de l'autorisation de captation et d'exploitation à l'image à faire remplir sur le terrain avant la prise de photos ou de vidéos.

Tout ce dispositif permet, en interne, de respecter les dispositions prévues par la loi. Toutefois, les réalités du terrain peuvent soulever des questions complexes, mettant parfois en péril le respect de l'intégrité.

LA CELLULE INTÉGRITÉ

La cellule intégrité est composée d'un.e responsable intégrité, d'un.e conseiller·ère en intégrité, d'un.e responsable de la gestion des plaintes et d'une personne back-up.

Responsable intégrité : la·le responsable intégrité s'occupe de la mise en oeuvre d'une politique d'intégrité et du maintien d'une culture d'intégrité globale dans l'organisation.

Conseiller·ère en intégrité : la·le conseiller·ère est une personne de confiance qui a comme rôle de conseiller les gens sur une situation ou un comportement avant de décider de déposer une plainte. Après cet échange confidentiel, la personne peut décider de ne pas porter plainte et le cas n'est pas rapporté au sein de la cellule intégrité.



Anne-Sophie
Van Vlasselaere



Fanny Tabart



Didier
Vandermaes

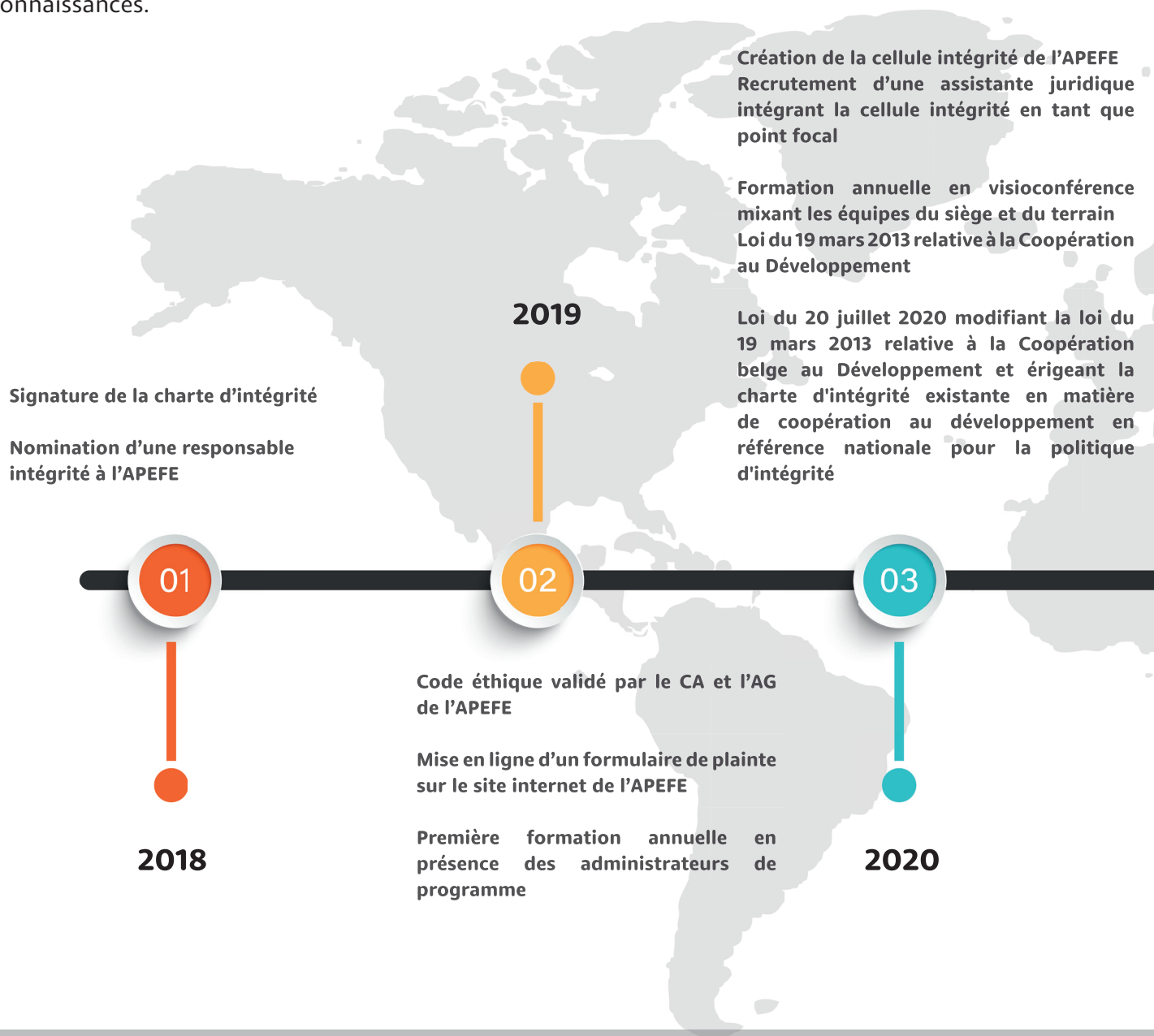
Responsable de la gestion des plaintes : la·le responsable de la gestion des plaintes réceptionne les plaintes via le formulaire des plaintes en ligne. Elle accuse réception de la plainte et confirme sa prise en charge. Cette personne est responsable du déploiement des procédures de suivi dans le cadre d'une plainte effective. Elle mène une enquête initiale sur le bien-fondé d'une plainte et, sur la base de cette enquête, met en place d'autres procédures d'enquête (internes ou externes).

Back-up conseiller·ère en intégrité et gestion des plaintes : la personne back-up intervient lorsqu'il y a un conflit d'intérêt avec la·le conseiller·ère en intégrité ou avec la·le gestionnaire des plaintes ou lorsqu'un l'un.e de ceux-ci est absent.e.

INTÉGRITÉ

FORMATION ANNUELLE 2025

Suite au contexte sanitaire que l'on connaît depuis 2019, les formations annuelles d'intégrité sont organisées en visioconférence, rassemblant les équipes du siège et du terrain dans un objectif de gestion des connaissances.



LOI DU 20 JUILLET 2020



ARRÊTÉ ROYAL
DU 28 FÉVRIER 2023

RAPPORT ANNUEL 2025



2021

2023

Élaboration du projet d'Arrêté Royal

Création d'un point focal des plaintes au SPF

04

05

06

Signature d'un formulaire permettant d'accuser réception d'une série de documents relatifs à la bonne mise en œuvre de l'Intégrité sur le terrain

Formation annuelle en visioconférence mixant les équipes du siège et du terrain

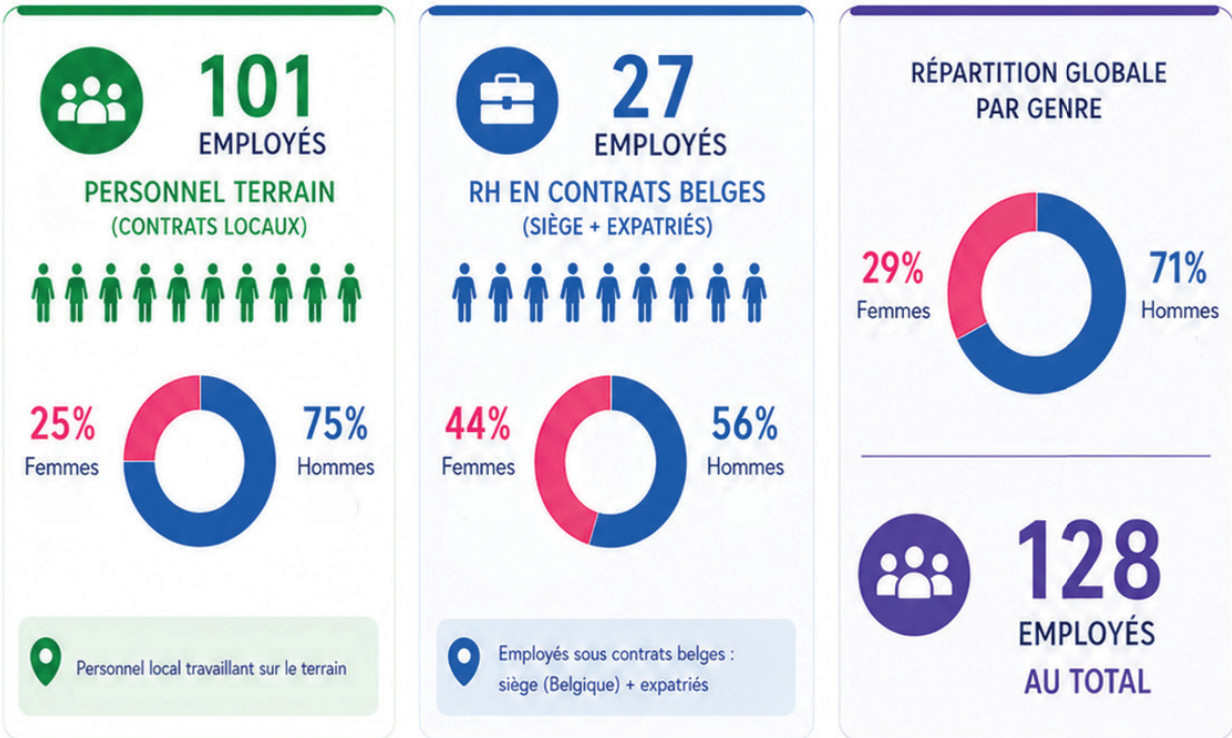
Entrée en vigueur du nouvel Arrêté Royal le 28 février 2023

2022

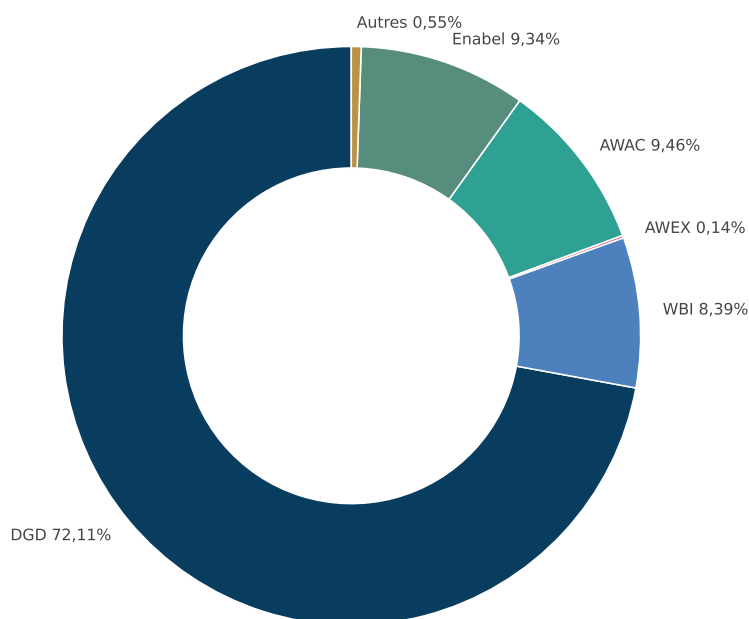


POINT DE CONTACT CENTRAL POUR
LE SIGNALEMENT D'ABUS DANS LA
COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

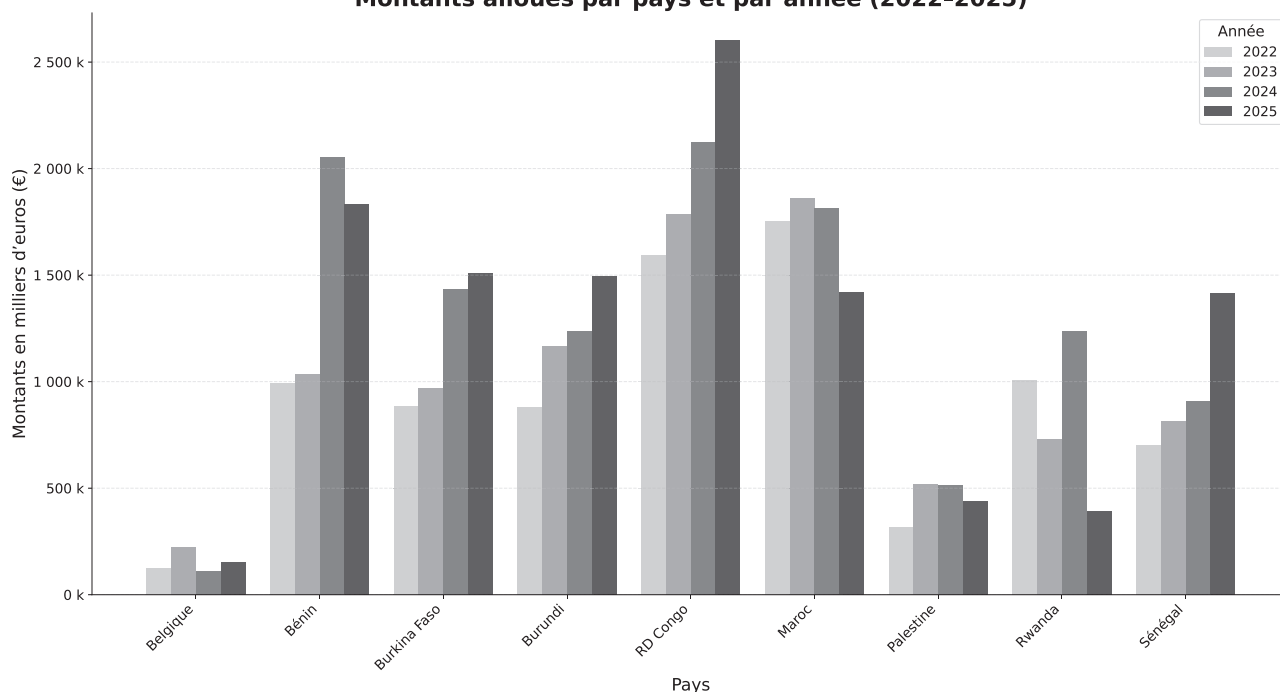
L'APEFE EN CHIFFRES



**RÉPARTITION
DES SUBSIDES DÉPENSÉS
TOUS FINANCEMENTS
CONFONDUS**



Montants alloués par pays et par année (2022-2025)



Depuis le 30 avril 2017, l'APEFE se doit de publier en ligne ses projets sur le site « International Aid Transparency Initiative » (IATI). C'est une obligation qui a été imposée par l'Arrêté Royal pour toutes les organisations travaillant dans la coopération technique au développement.

IATI est un registre de données sur les activités de coopération au développement, destinée à être utilisée par l'ensemble des organisations en développement, y compris les donateurs gouvernementaux, les organisations du secteur privé et les ONG internationales.

Pour consulter les projets de l'APEFE, vous pouvez vous connecter soit directement sur le site d'IATI (www.iatiregistry.org) soit via le site : www.d-portal.org

Le site d-portal fournit les informations par pays ou par éditeur sur les activités de développement et les budgets publiés dans le cadre de l'IATI. Pour chaque éditeur, on y trouve la liste des projets actifs, la localisation des projets en cours, la répartition par secteurs d'activités et bien d'autres informations.





ENVIRONNEMENT ET CLIMAT



L'objectif de ce programme est de promouvoir des solutions énergétiques renouvelables adaptées aux réalités locales, en renforçant les capacités et en soutenant l'émergence d'une offre portée par des entreprises locales féminines spécialisées dans ce secteur.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les bénéficiaires du projet sont, d'une part, les populations urbaines et rurales des communes situées dans les départements de l'Atacora, de l'Alibori et du Borgou, qui auront un meilleur accès à des entreprises proposant des biens et services en matière d'énergies renouvelables et d'énergie verte. D'autre part, le projet cible les entreprises féminines – qu'il s'agisse de personnes physiques ou de personnes morales telles que des associations, coopératives ou groupements d'intérêt économique – actives dans la production ou l'utilisation de biens et services liés aux énergies renouvelables. Ces entreprises bénéficieront d'un renforcement de leurs capacités en gestion et en production.

Le projet s'adresse également aux institutions publiques et aux structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat, qui seront équipées en panneaux solaires, ainsi qu'aux ménages qui auront accès à des foyers améliorés. Enfin, ils bénéficieront d'un accompagnement spécifique dans leur processus d'agrément.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

En 2025, le programme s'est concentré sur l'identification et la sélection d'entreprises féminines actives ou désireuses de se positionner sur les foyers améliorés et les solutions solaires. Cet appui s'est traduit par un accompagnement progressif combinant formations en formalisation juridique, comptabilité, marketing, outils numériques et accès au financement, aboutissant à l'élaboration de plans d'affaires structurés.

Les entreprises des filières foyers améliorés et solaires ont ensuite bénéficié d'un appui technique et organisationnel, complété par des sessions de recyclage sur la production, l'installation et l'entretien de différents modèles. Le renforcement de leurs capacités s'est également matérialisé par la mise à disposition

d'équipements et d'intrants, améliorant la qualité et les volumes de production.

Parallèlement, des foyers améliorés ont été produits et diffusés auprès de ménages, d'entreprises et d'institutions. Les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit ont été structurées et dotées de kits adaptés, tandis que des entreprises non connectées au réseau conventionnel ont été identifiées pour l'accès à des dispositifs photovoltaïques. Enfin, la dynamique de l'écosystème entrepreneurial a été soutenue par des actions de capitalisation et une participation active à des événements sectoriels favorisant les partenariats et le partage de pratiques.

64



ENTREPRISES NON CONNECTÉES AU RÉSEAU ÉLECTRIQUE SÉLECTIONNÉES POUR L'INSTALLATION DE DISPOSITIFS SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES

5.136



FOYERS AMÉLIORÉS DIFFUSÉS AUPRÈS DE MÉNAGES, ENTREPRISES ET INSTITUTIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES PAR 35 ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS LA FABRICATION ET L'ENTRETIEN DES FOYERS AMÉLIORÉS

4



PARTENARIATS LOCAUX CONSOLIDÉS

6

TRAVAUX DE CAPITALISATION ENGAGÉS, AVEC UNE PARTICIPATION À 6 ÉVÉNEMENTS DE RÉSEAUTAGE SECTORIEL



Salamatou Mora, bénéficiaire du programme.

"

Je vis dans le village de Boaoura II, à Bembèrèkè. Je suis potière depuis mon jeune âge. Grâce à ce projet, j'ai appris à fabriquer et à commercialiser des foyers améliorés. Cette activité m'a permis de devenir financièrement indépendante. Aujourd'hui, je peux payer la scolarité de mes enfants, acheter les intrants pour mon champ et subvenir à presque tous les besoins de mon ménage. Depuis la visite de l'équipe d'ECLOSIO, partenaire local du projet, mon mari m'encourage à poursuivre cette activité de fabrication de foyers. Mon ambition est désormais de sensibiliser et de former les jeunes filles de ma communauté afin qu'elles puissent apprendre à fabriquer des foyers améliorés. La formation que j'ai reçue en gestion d'entreprise m'a également permis de mieux maîtriser mes dépenses et mes bénéfices.

"

Contact

David GAQUERE - Administrateur de programmes
Bureau APEFE - Wallonie Bruxelles
Lot H2 Les Cocotiers / Q. Haie Vive
01 BP 3589 Cotonou
☎ (00229) 99-25-86-52
f APEFE.Benin
in APEFE-Benin



L'objectif de ce programme est de renforcer la capacité des terres dégradées à séquestrer le carbone grâce à la réalisation de Mises En Défens, tout en protégeant les berges du barrage de Ziga des impacts du changement climatique et des dégradations d'origine humaine.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les bénéficiaires de ce programme incluent les 10 ménages directement concernés par les Mises En Défens, ainsi que les populations des 10 villages bénéficiaires de cette initiative. S'y ajoutent les 10 pépiniéristes formés et 340 exploitants des vergers dans trois communes situées aux abords du barrage de Ziga, ainsi que les populations de 23 villages riverains de ce barrage. Enfin, les habitants des communes de Ouagadougou, Ziniaré, Pabré et Loubila, approvisionnés en eau potable grâce au barrage de Ziga, bénéficient également des retombées du programme.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

Les populations des 23 villages riverains du barrage de Ziga ont été sensibilisées sur les actions du projet visant la protection du barrage de Ziga. La bande de servitude du barrage a été clôturée sur 50 ha, soit 5 km de long et 100 m de large dans 5 villages, au moyen d'un grillage tissé par les populations bénéficiaires grâce à l'expertise déployée par l'association tiipaalga en appui à l'Agence de l'Eau du Nakanbé. Sur ces espaces dotés de systèmes d'arrosage (bassins alimentés par des pompes solaires), 11.972 plants fruitiers ont été mis en terre. 5 Comités de Gestion de ces sites ont été mis en place et formés sur leurs rôles, de même que 10 pépiniéristes, retenus parmi 50 producteurs, ont été formés à la mise en place et l'entretien des plants en pépinière. Une étude de

l'occupation de la bande de servitude du barrage de Ziga a été réalisée.

Dix ménages ont été accompagnés dans la clôture de forêts villageoises (mises en défens) de 3 ha chacune avec un fenil construit pour le stockage de fourrage naturel. 63 actifs de ces 10 ménages ont été formés en compostage, 65 en apiculture et technique de fauche et conservation de fourrage avec 22 tonnes fauchées et mis en bottes, et 82 en agroforesterie. Tous ces ménages ont été accompagnés dans la réalisation de compostières et dans l'élaboration de plans de gestion afin de garantir l'exploitation durable des terres.

50 ha

DE VERGERS SÉCURISÉS À L'AIDE D'UNE CLÔTURE GRILLAGÉE SUR 5 KM LE LONG DES BERGES DU BARRAGE DE ZIGA



11.972

PLANTS FRUITIERS COMPOSÉS DE MANGUIERS, DE CITRONNIERS ET DE TANGELOS MIS EN TERRE SUR LES BERGES



30 ha

DE TERRES DÉGRADÉES EN VOIE DE RÉCUPÉRATION GRÂCE À DES MISES EN DÉFENS

10

FENILS CONSTRUITS POUR LE STOCKAGE DE FOURRAGE NATUREL AU PROFIT DES MED POUR 22 TONNES DE FOURRAGE STOCKÉES



30

MEMBRES DE MÉNAGES BÉNÉFICIAIRES DE MISES EN DÉFENS, FORMÉS EN APICULTURE ET EN FAUCHE ET CONSERVATION DE FOURRAGE NATUREL



Lamoussa KAFANDO, bénéficiaire du programme

“

Ma vie a changé grâce à la Mise en Défens. Avec mon époux, sur notre espace clôturé de 3 hectares, nous produisons et vendons du fourrage après avoir bénéficié d'une formation dans le cadre du projet. Nous plantons des arbres et, après les récoltes, nous utilisons les pailles et le foin pour l'élevage. La clôture nous protège de la divagation des animaux et favorise une meilleure production de fourrage, contribuant ainsi à la bonne croissance de notre bétail. Je remercie l'Agence de l'Eau du Nakanbé, l'APEFE, l'Association tiipaalga et l'ensemble des partenaires pour leur appui.

”

Contact

Yacouba OUEDRAOGO - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,
01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso
☎ +226 71 81 02 39 (mob) / +226 25 33 05 58 (fixe)
✉ bureau.ouagadougou@apefe.org
📍 APEFE Burkina Faso

BURKINA FASO



Appui au système du suivi-évaluation de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel et aux communes pour la mobilisation de fonds en matière de gestion durables des ressources naturelles



L'objectif de ce programme est de restaurer durablement les écosystèmes naturels et de renforcer la gestion intégrée des ressources naturelles, afin d'accroître la résilience des populations des 13 communes des régions du Nakambé, du Koulssé et de l'Ouhri.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Le projet vient en appui au système de suivi-évaluation de la Coordination Nationale de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel du Ministère en charge de l'Environnement. Plusieurs acteurs sont bénéficiaires de ce projet. Il touche d'abord les cadres de la Coordination Nationale de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel; ensuite, les différentes directions régionales et provinciales (Environnement, Elevage, Agriculture) des trois régions (Nakambé, Koulssé et Ouhri). On note aussi les collectivités territoriales ainsi que les services départementaux de l'Environnement, de l'Elevage, de l'Agriculture des 13 communes (Andemtenga, Kando, Koupela, Pouytenga, Absouya, Kogho, Meguet, Salogo, Pibaoré, Ziga, Boala, Boulssa et Dargo), et les ONG locales intervenant dans la gestion durable des ressources naturelles de ces 13 communes. De façon indirecte, le projet collabore également avec les partenaires stratégiques de l'IGMVSS.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

En 2025, le projet a renforcé les capacités des agents communaux et des services techniques déconcentrés de l'État sur la pisciculture, la fabrication de pesticides biologiques et de biofertilisants, l'apiculture moderne et la valorisation des produits forestiers non ligneux. Il a également permis d'outiller le personnel du secteur rural à l'utilisation des logiciels Collecte Earth et ENVI pour le traitement et l'analyse des données, ainsi qu'à la collecte mobile via Kobo Collect.

Par ailleurs, les points focaux des antennes régionales de la Coordination Nationale de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (IGMVSS-Burkina Faso) ont été formés sur le logiciel de suivi-évaluation Delta GIS. Enfin, le projet a consolidé 13 notes conceptuelles issues des formations antérieures en deux documents techniques et financiers de projets intégrateurs sur la gestion durable des terres.



SESSIONS DE FORMATION TENUES AU PROFIT DES AGENTS COMMUNAUX ET DES SERVICES TECHNIQUES DÉCONCENTRÉS DU SECTEUR RURAL



ACTEURS FORMÉS SUR LES THÈMES EN LIEN AVEC LA PRODUCTION DE BIO FERTILISANTS, LA PISCICULTURE, L'APICULTURE, LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX (PFNL) ET L'UTILISATION DES OUTILS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DE DONNÉES

AGENTS DES ANTENNES RÉGIONALES DE L'ENVIRONNEMENT DES 5 RÉGIONS PRIORITAIRES DE LA GRANDE MURAILLE VERTE FORMÉS SUR LE LOGICIEL DE SUIVI-ÉVALUATION DELTA GIS



BASE DE DONNÉES DÉVELOPPÉE POUR AMÉLIORER LE SUIVI-ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS ET PROGRAMMES DÉVELOPPÉS PAR L'IGMVSS

PROJETS INTÉGRÉS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ÉLABORÉS AU PROFIT DES COMMUNES D'INTERVENTION



Sayouba YERBANGA,
Lieutenant des Eaux et
Forêts, Chef de service
départemental des Eaux et
Forêts de Boala.

“

La formation sur la fabrication des bio fertilisants et des bio répulsifs a été très bénéfique pour nous. Pendant quatre jours, nous avons abordé les aspects théoriques et pratiques de l'activité. Nous avons particulièrement apprécié la pédagogie et la rigueur des formateurs dans le déroulement du programme, d'un très bon niveau. Les bio-intrants et bio répulsifs sont accessibles à tous. En tant que forestier, je me sens désormais bien outillé pour accompagner les producteurs confrontés aux attaques des cultures ou à la pauvreté des sols.

”

Contact

Yacouba OUEDRAOGO - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,
01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso
☎ +226 71 81 02 39 (mob) / +226 25 33 05 58 (fixe)
✉ bureau.ouagadougou@apefe.org
📍 APEFE Burkina Faso

BURKINA FASO

IGMVSS
Projet de Restauration des
Écosystèmes dans la région du
Plateau central



L'objectif de ce programme est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les revenus des populations des communes de Boussé, Niou, Toéghin et Laye (région de l'Oubri), tout en contribuant à inverser la dégradation des terres grâce à la mise en œuvre d'actions de gestion durable des terres.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Le programme apporte un appui au ministère en charge de l'Environnement. Les bénéficiaires sont la Coordination nationale de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (CN-IGMVSS), ainsi que les services déconcentrés chargés de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage dans la région de l'Oubri. Le programme cible également les collectivités territoriales des communes d'intervention et les chercheurs membres du Conseil Scientifique et Technique de l'IGMVSS. Les bénéficiaires finaux sont les producteurs engagés dans la restauration des terres agricoles, les groupements de femmes et d'hommes développant des activités génératrices de revenus à travers l'exploitation des jardins nutritifs et des ruchers, ainsi que, de manière générale, l'ensemble des populations des communes concernées bénéficiant des services écosystémiques issus des espaces de conservation créés.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

En 2025, l'appui à la mise en œuvre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte a permis plusieurs avancées. Des formations ont été organisées pour les producteurs avec des dotations en matériel pour la récupération manuelle des terres, tandis que des voyages d'études ont renforcé les compétences des femmes exploitant les jardins nutritifs en gestion et valorisation des produits de ces jardins. Des actions de restauration des terres dégradées ont été réalisées, incluant des techniques manuelles de récupération sur des terres agricoles et la création de zones de mises en défens. Par ailleurs, des missions de suivi-contrôle et d'assistance ont été effectuées auprès des ménages bénéficiaires des foyers améliorés pour s'assurer de leur utilisation et de leur entretien.

Pour l'amélioration des revenus, les apiculteurs ont été accompagnés dans la production et la commercialisation du miel, et les pépiniéristes dans la production et la vente de plants. Sur le plan de la gouvernance, le Conseil Scientifique et Technique de l'IGMVSS a été opérationnalisé et la Commission Nationale de Planification du Développement a donné un avis favorable à la stratégie et au plan d'action 2025-2029, ouvrant la voie à la mobilisation prioritaire de ressources financières par le pays pour sa mise en œuvre.

1 000

PRODUCTEURS.TRICES
FORMÉ.E.S SUR LES
TECHNIQUES DE
RÉCUPÉRATION MANUELLE
DES TERRES;

1 358 ha

DE TERRES AGRICOLES SOUS TECHNIQUES
DE RÉCUPÉRATION MANUELLE DE
TERRES (ZAI, RNA, DEMI-LUNES);

6 ha

DE TERRES DÉGRADÉES SOUS
MISES EN DÉFENS (MED)

4

ESPACES DE CONSERVATION D'UNE
SUPERFICIE TOTALE DE

195 ha

BORNÉS



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-1-BF



*Saaga OUEDRAOGO,
producteur*

“

Grâce à ce projet, nous avons pu récupérer nos sites qui étaient totalement dégradés et laissés à l'abandon. Cela, grâce à la technique des labours mécanisés à la charrue Delfino. Dès les premières pluies, on voit déjà des signes de régénération dans les creux. Nous avons gagné en compétences, et cela nous redonne confiance pour restaurer d'autres terres. Merci à la Grande Muraille Verte et à l'APEFE pour leur accompagnement.

”

Contact

Yacouba OUEDRAOGO - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles, 01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso
☎ +226 71 81 02 39 (mob) / +226 25 33 05 58 (fixe)
✉ bureau.ouagadougou@apefe.org
📍 APEFE Burkina Faso

BURUNDI

PADI Dukingire Isi Yacu
Programme d'Appui au
Développement de l'Irrigation



L'objectif de ce programme est d'améliorer la production et la productivité agricoles d'environ 3 000 ménages exploitant les marais et bassins versants de Muhembuzi et de Ndurumu, dans la commune de Busoni (province de Butanyerera), en veillant à l'inclusion des ménages les plus vulnérables et en intégrant une attention particulière au genre, à la protection de l'environnement et à la promotion du travail décent.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les bénéficiaires sont 6 800 producteurs et productrices des marais de Muhembuzi et de Ndurumu, dans la commune de Busoni (province de Butanyerera). Il s'agit principalement d'exploitations familiales vulnérables, fortement exposées aux chocs climatiques et à l'insécurité alimentaire, avec une forte participation des femmes.

Le programme renforce leur résilience économique et climatique par la maîtrise durable de l'eau, l'intensification agricole et la structuration collective. Les revenus générés soutiennent l'économie locale et consolident la stabilité sociale.

En permettant deux cycles annuels de riz, l'irrigation sécurise durablement la production et réduit la dépendance aux précipitations irrégulières.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

Mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (MINEAGRIE), l'ONG burundaise COPED et l'APEFE, le Programme d'Appui au Développement de l'Irrigation (PADI), lancé en septembre 2022, contribue au développement territorial durable de la commune de Busoni en combinant investissement productif, gouvernance locale et renforcement institutionnel.

En 2025, l'achèvement du marais de Ndurumu porte à plus de 310 hectares les superficies aménagées au bénéfice de 6 800 ménages. Le programme est entré dans une seconde phase, centrée sur la durabilité des infrastructures et sur l'amélioration de la transformation et de la conservation des produits agricoles.

Deux Associations d'Usagers de l'Eau ont été créées pour assurer l'entretien des ouvrages hydroagricoles et une gestion équitable de l'eau. Elles regroupent l'ensemble des ménages exploitants les deux marais. Une coopérative agricole est en structuration à Ndurumu et trois aires de séchage du riz ont été construites à Muhembuzi. Enfin, les cadres et agents du MINEAGRIE ont bénéficié de formations pour renforcer leurs compétences notamment sur les systèmes d'information géographique.

172.5 ha

DE MARAIS AMÉNAGÉ
À MUHEMBUZI;



140 ha

DE MARAIS AMÉNAGÉ À NDURUMU;

3322

MÉNAGES APPUYÉS SUR LE
MARAIS DE MUHEMBUZI ;



2

ASSOCIATIONS D'USAGERS DE
L'EAU OPÉRATIONNELLES

3

AIRES DE SÉCHAGE CONSTRUITES



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-2-BI



*Jean Bosco Misigaro
Exploitant du marais de
Ndurumu aménagé en 2025*

“

À la suite de la réception des travaux d'aménagement du marais de Ndurumu qui a eu lieu aujourd'hui, tous les exploitants s'engagent à entretenir ces infrastructures hydro agricoles, car elles sont dans notre intérêt à tous. Nous savons qu'elles contribuent directement pour notre bien-être. C'est pourquoi nous sommes très reconnaissants envers le projet PADI qui participe à la réduction de la pauvreté et nous donne l'espoir qu'avec son appui, nous pourrions vivre dignement.

”

Contact

Olivier JADIN - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/WBI à Bujumbura - Burundi
52, Boulevard MWEZI GISABO (Route RUMONGE), Kinindo
☎ +257 22 24 6709 / +257 22 24 67 10
✉ o.jadin@apefe.org
f APEFE.Burundi

BURUNDI



Appui aux communautés pour l'aménagement des bassins versants des marais de Muhembuzi et de Ndurumu dans la province de Kirundo



L'objectif de ce programme est de limiter les Pertes et Préjudices liés aux phénomènes climatiques extrêmes sur les populations et les infrastructures des bassins versants de Ndurumu et de Muhembuzi par une approche bassin versant.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les bénéficiaires sont 750 agriculteur.rice.s vivant sur les collines surplombant les marais de Muhembuzi et de Ndurumu, dans la commune de Busoni, au nord-est du Burundi. Ces familles dépendent directement de l'agriculture pour se nourrir et vivre. Elles sont aujourd'hui fortement touchées par les changements climatiques : les pluies deviennent plus violentes et imprévisibles, ce qui provoque une forte érosion des sols, la perte de récoltes et la dégradation des infrastructures notamment hydro-agricoles. Cette situation met en danger leur sécurité alimentaire et leurs revenus. Le projet vise donc à protéger les sols et à aider ces communautés à mieux faire face aux effets du changement climatique.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

Mis en œuvre depuis juillet 2024 dans la province de Kirundo, le projet financé par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat complète le programme soutenu par la coopération Belge, dans une logique d'action fédérée autour de la protection des bassins versants et de la résilience des communautés. Cette articulation renforce la cohérence des interventions en matière d'irrigation, de gestion durable des terres et d'adaptation climatique.

En 2025, les communautés ont aménagé les collines dominant les marais de Muhembuzi et de Ndurumu par le creusement de fossés antiérosifs destinés à ralentir le ruissellement et à réduire les pertes et préjudices liés aux pluies extrêmes. Ces ouvrages ont été stabilisés par la plantation de Bana grass et d'espèces agroforestières et fourragères, contribuant à la fixation des sols et à la restauration de leur fertilité. Chaque ménage bénéficiaire a reçu cinq plants fruitiers, renforçant la sécurité alimentaire et la diversification des revenus. L'intervention combine ainsi adaptation climatique, réduction des risques et développement agricole durable.



2.197

MÉNAGES TOUCHÉS

332

MÉNAGES TOUCHÉS DONT LE CHEF
DE MÉNAGE EST **UNE FEMME**



406 Km

DE FOSSÉS ANTIÉROSIFS AMÉNAGÉS

128.430

PLANTS AGROFORESTIERS OU
FOURRAGERS MIS EN TERRE



13.830

PLANTS FRUITIERS MIS EN TERRE



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-2-BI



Elie NDAYSABA,
Technicien aménagement de
bassin versant au PADI

“

Sur les collines dominant les marais aménagés, les pluies provoquent souvent de l'érosion. Pour protéger les sols, nous creusons des fossés qui ralentissent l'eau et limitent les dégâts. Nous les renforçons avec du Bana grass, une herbe locale qui stabilise la terre et sert aussi de fourrage. Ces aménagements préservent la fertilité des sols et contribuent à améliorer durablement les conditions de vie des communautés.

”

Contact

Olivier JADIN - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/WBI à Bujumbura - Burundi
52, Boulevard MWEZI GISABO (Route RUMONGE), Kinindo
☎ +257 22 24 6709 / +257 22 24 67 10
✉ o.jadin@apefe.org
📘 APEFE.Burundi



Mbiziaku

Programme d'appui au développement d'une filière poisson performante, inclusive et durable dans la province du Kongo-Central



L'objectif de ce programme est d'améliorer la production et les revenus des producteurs piscicoles et autres acteurs de la filière « poisson » dans la province du Kongo-Central tout en assurant l'égalité d'accès aux intrants, aux services financiers, à la transformation et à la commercialisation.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

La structuration d'une filière piscicole dans la province du Kongo-Central profite directement à près de 8,1 millions d'habitants, en améliorant l'accès au poisson frais sur les marchés et en générant des emplois et des opportunités économiques le long de la chaîne de valeur. Le programme encadre 861 acteurs piscicoles, regroupés au sein de 45 organisations paysannes piscicoles et de 27 sociétés coopératives piscicoles. 81 entrepreneurs piscicoles, dont 12 additionnels en 2025, complètent le tissu économique du secteur. Du point de vue institutionnel, le programme a également renforcé les capacités de 35 agents du ministère de la Pêche en techniques piscicoles et en statistiques. La province dispose ainsi des bases d'un système de récolte et d'enregistrement des données statistiques piscicoles, essentiels pour le suivi et la planification des interventions, à l'issue du programme de l'APEFE. À la clôture du programme, 23 porteurs, formés et impliqués depuis 2022, seront mis à disposition du ministère. Un cadre de concertation public-privé a été mis en place, afin de soutenir le dialogue, ainsi que la coordination et l'orientation stratégique de l'activité piscicole dans la province.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

En 2025, le programme a renforcé le réseautage horizontal et vertical des acteurs de la chaîne de valeur piscicole. Il a poursuivi le suivi-conseil des bénéficiaires, la formation continue aux techniques piscicoles et l'appui en matériels aratoires, équipements de conservation et intrants. La diffusion de la production de larves de mouches soldats noires s'est également poursuivie afin d'améliorer l'accès à des aliments locaux pour les pisciculteurs. Pour structurer davantage le secteur, 15 coopératives piscicoles supplémentaires ont été formalisées.

Afin de faciliter l'accès aux marchés, trois points de vente ont été installés dans des territoires stratégiques, couvrant désormais 7 des 10 territoires du Kongo Central. Deux visites croisées d'échange d'expériences et de capitalisation ont été organisées entre le programme Mbiziaku et le programme Butamu Bwa Djembe (programme en maraichage mis en œuvre dans le Haut-Katanga). Enfin, un cadre de concertation public-privé a été instauré afin de renforcer la coordination des acteurs et l'orientation des actions de la filière.

2.888
ÉTANGS AMÉNAGÉS
TOTALISANT PRÈS DE

68,99 ha
DE SURFACES MISES
EN VALEUR

81



ENTREPRISES PISCICOLES STRUCTURÉES
SONT ACCOMPAGNÉES

101.120 USD

DE REVENUS GÉNÉRÉS AU BÉNÉFICE DES
PRODUCTEURS DE POISSONS MARCHANDS
GRÂCE À LA VENTE DE POISSON FRAIS

41,26



TONNES DE POISSONS FRAIS PRODUITES.



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-10-CD



**Hugues MASSAMBA
DIKIEFU,**
*bénéficiaire du programme,
producteur d'alevins de
tilapia du Nil à Nkandu*

“

Motivé mais sans bases techniques, j'ai acheté un terrain adapté et démarré avec un premier étang. Ensuite, l'APEFE m'a formé (alevinage), appuyé en matériels, intrants et géniteurs, et assuré un suivi-conseil régulier. Deux ans plus tard, je dispose de 8 étangs, d'une éclosérie en construction et d'une porcherie opérationnelle. Je me consacre désormais exclusivement à cette activité

”

Contact

Michel LUNTUMBUE - Administrateur de programmes
27 Avenue du Territoire Quartier Noki/ Mbanza-Ngungu/
Kongo Central
☎ +243 981 998 806
✉ m.luntumbue@apefe.org
f APEFE.RDC
in apeferdcongo

Butamu Bwa Djembe Programme d'appui au développement d'une filière maraîchage inclusive et performante pour une alimentation saine et de qualité pour tous



L'objectif de ce programme est d'améliorer la productivité et les revenus des producteurs maraîchers et autres acteurs de la filière des légumes fruits et feuilles de la province du Haut-Katanga tout en assurant l'égalité d'accès à la terre, aux intrants, aux services financiers, à la transformation et à la commercialisation.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les bénéficiaires de cette initiative présentent des profils variés, reflétant la diversité du tissu agricole local. Ils comprennent de petits producteurs cultivant des parcelles d'environ 5 ares, des associations de producteurs disposant d'une première expérience en maraîchage, des fermiers exploitant plus de 5 hectares et souhaitant améliorer leurs rendements, ainsi que des entrepreneurs agricoles engagés dans le développement de leurs activités.

Malgré cette diversité, tous les bénéficiaires ont été sélectionnés sur la base de critères communs : exercer une activité agricole, être situés dans un rayon de 60 km autour de Lubumbashi ou de Likasi, et faire preuve d'une motivation réelle à apprendre et à renforcer leurs compétences.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

Le projet a permis d'identifier et d'intégrer 31 nouvelles associations de producteurs dans les zones de Lubumbashi et Likasi, représentant 520 producteurs. Ces membres ont bénéficié de formations pratiques en maraîchage, organisées directement au champ, couvrant tout le cycle de production, du semis à la récolte. Un appui en semences maraîchères et de maïs, ainsi qu'en intrants et matériels agricoles, a été fourni aux nouvelles associations. Des journées "marché" ont été organisées à Kolwezi pour promouvoir la commercialisation des produits. Des infrastructures ont été réhabilitées, notamment un bâtiment de transformation à Lubumbashi et une boutique d'intrants à Kapolowe.

Un forage avec installation d'un puits a été réalisé à Nguya. Les associations ont été formées en gestion et accompagnées dans la structuration d'une coopérative et d'un cluster maraîcher, avec adoption et légalisation des actes constitutifs. Enfin, 20 entreprises agricoles ont été formalisées via leur enregistrement au Guichet Unique.

83



**ASSOCIATIONS
DE PRODUCTEURS**
FORMÉS DANS LA
ZONE LUBUMBASHI
DEPUIS LE DÉBUT
DU PROGRAMME

27



ASSOCIATIONS DE PRODUCTEURS ONT SUIVI
LES FORMATIONS TECHNIQUES DANS LA ZONE
LIKASI DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME

521

NOUVEAUX PRODUCTEURS FORMÉS EN
2025 SUR LES BONNES PRATIQUES DE
PRODUCTION DES CULTURES MARAÎCHÈRES

2328



PRODUCTEURS FORMÉS DEPUIS LE
DÉBUT DU PROGRAMME EN 2022 DONT

1180

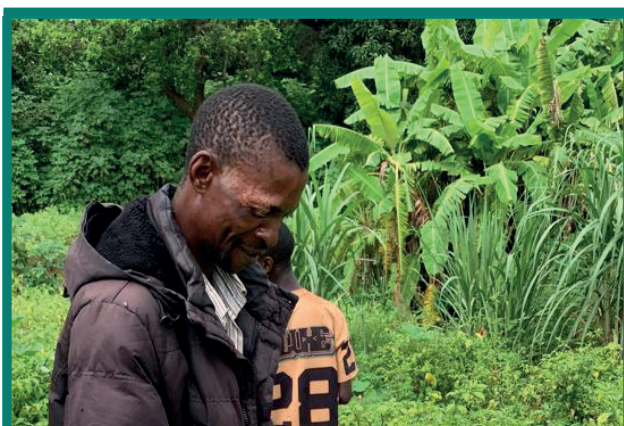
HOMMES ET

1148

FEMMES



BE-BCE-KBO-
0415880570-
prg2022-11-CD



MUKALAYI Beatrice,
*bénéficiaire du programme
Butamu Bwa Djembe*

"

Cela fait deux ans que j'évolue avec le programme APEFE sur 20 ares de cultures de chou pommé, grâce aux enseignements reçus par l'APEFE, j'ai constaté une amélioration notable de mes conditions de vie. Les revenus générés par cette activité m'ont permis d'acheter une moto destinée au transport en commun sur l'axe kasenga. Grâce à cette activité agricole, je parviens à assurer la scolarité de mes enfants et subvenir aux besoins essentiels de ma famille mais surtout garantir la continuité de mes activités maraîchères.

"

Contact

Jules Kodjo Mawuli ATCHOGLLO
Bureau APEFE secteur agronomie
Avenue Beberou N° 3, Quartier Golf Météo 1
Lubumbashi, RDC
Central
☎ +243 97 100 96 54
✉ km.atchoglo@apefe.org
f APEFE.RDC
in apeferdcongo

SÉNÉGAL



Niowan Saloum

Compensation des pertes et dommages culturels, économiques et des écosystèmes générés par les changements climatiques dans la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum



L'objectif de ce programme est de compenser de manière significative et durable les pertes et dommages culturels, économiques et écologiques engendrés par les changements climatiques au sein de la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les bénéficiaires du projet sont les communautés locales des communes de Dionewar, Palmarin et Toubacouta, particulièrement affectées par la montée des eaux et les phénomènes météorologiques extrêmes. Le projet cible également les Aires Marines Protégées de Sangomar et de Bamboung ainsi que la Réserve Naturelle Communautaire de Palmarin. Par ailleurs, des Groupements d'Intérêt Économique et des Organisations Communautaires de Base des communes concernées bénéficieront de formations et d'actions de renforcement de capacités destinées à soutenir le développement d'Activités Génératrices de Revenus.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

En 2025, les communautés de la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum (1.679 personnes) ont été formées sur les défis, les enjeux et les opportunités socio-économiques et culturelles liés aux impacts des changements climatiques. Par ailleurs, quatre groupements totalisant 360 personnes, dont 350 femmes, ont été soutenus dans le développement d'activités génératrices de revenus, contribuant à l'autonomisation économique locale. 50 apiculteurs ont été formés et ont démarré ou augmenté leur production de miel.

Sur le plan de la restauration des écosystèmes dégradés, des ouvrages antiérosifs ont été mis en place sur les îles de Sipo et Diorom Boumack, et un hectare d'espace salinisé a été reboisé à Palmarin.

Deux mémoires de master ont été réalisés pour enrichir les connaissances sur l'état du patrimoine et de l'écotourisme dans le Delta, et sur la caractérisation du potentiel mellifère de la zone.

L'année 2025 a également été marquée par la formulation de la deuxième phase du projet Niowan Saloum, ainsi que par l'organisation d'une mission conjointe réunissant l'Agence Wallonne de l'Air et du Climat et l'ensemble des partenaires de mise en œuvre.



1.679

**PRODUCTEURS.
TRICES FORMÉS.ES**

360

PERSONNES
ONT BÉNÉFICIÉ D'ACCOMPAGNEMENT
DONT 97% DE FEMMES. POUR LE
DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS
GÉNÉRATRICES DE REVENUS DE
RÉCUPÉRATION MANUELLES DES TERRES



2



OUVRAGES
ANTI-ÉROSIFS RÉALISÉS À PARTIR DE
SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE (SFN)

1 ha

D'ESPACE SALINISÉ A ÉTÉ REBOISÉ.



*Mamadou Lamine DIOUF,
Animateur chargé lutte
responsable lutte antiérosive*

“

En tant qu'agent de terrain intervenant dans le projet Niowan Saloum, j'installe et assure le suivi d'ouvrages antiérosifs, notamment les palissades. Ces actions favorisent la sédimentation, la régénération naturelle des mangroves, la préservation de la biodiversité ainsi que du patrimoine culturel, notamment l'île de Diorom Boumack et ses amas coquilliers. Ce projet renforce la résilience côtière tout en développant mes compétences et celles des populations locales, engagées dans la protection de leur environnement.

”

Contact

Françoise DAXHELET - Administratrice de programmes
APEFE – Délégation générale Wallonie-Bruxelles
Fann Résidence Mermoz Rue FN 11, Villa Bayt Arrahman
BP 6279
Dakar – SENEGAL
☎ +221 33 849 29 70 / +221 77 612 60 29
f apefe.senegal
in apefe-sénégal



SANTÉ ET RÉADAPTATION

Programme de Renforcement des Capacités en Médecine Physique et Réadaptation



Le programme a pour objectif d'augmenter l'autonomie fonctionnelle des personnes en situation d'incapacité ou de handicap physique au Burkina Faso, à travers l'appui à la gouvernance du secteur, à la formation des acteurs, tout en garantissant une meilleure accessibilité géographique et financière des soins de réadaptation de qualité.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les bénéficiaires sont, d'une part les personnes vivant en situation de handicap moteur permanent (600.640 personnes), soit environ 2,5 % de la population des 17 régions d'intervention, et d'autre part, les personnes en état d'incapacité physique.

Il s'agit notamment de personnes victimes d'accidents de la circulation, ayant subi un accident vasculaire cérébral, présentant des complications liées au diabète, d'enfants atteints d'infirmité motrice d'origine cérébrale, ainsi que de femmes souffrant de séquelles associées à la maternité.

En parallèle, plusieurs acteurs du ministère de la santé, des services de réadaptation des hôpitaux partenaires et de l'Ecole Nationale de Santé Publique bénéficient de renforcement de capacités en formation continue, pour une meilleure planification des services de réadaptation, la dispensation des soins et l'encadrement des étudiants de la filière de formation en kinésithérapie.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

Le programme s'articule autour des axes stratégiques de l'Organisation Mondiale de la Santé : gouvernance, offre et demande de soins, ressources humaines, infrastructures et information sanitaire.

En 2025, la cérémonie de sortie de la première promotion de 21 kinésithérapeutes formés à la Filière de Formation en Kinésithérapie de l'École Nationale de Santé Publique de Ouagadougou constitue une avancée pour le système de santé burkinabè. Ces nouveaux professionnels renforcent le réseau national et contribuent à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des services de réadaptation, en élargissant l'offre de soins et en réduisant les délais de prise en charge.

Une évaluation externe du programme 2022-2026 a analysé la qualité de la formation afin d'en consolider la pertinence et de garantir la mise à disposition de professionnels compétents, capables de répondre aux besoins prioritaires en réadaptation.

Par ailleurs, du matériel médico-technique d'une valeur de plus de 142 000 euros a été mis à disposition dans huit régions pour renforcer le plateau technique des services. Enfin, des formations intégrant la dimension genre ont été dispensées aux professionnels et enseignants afin d'améliorer la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes.

26



KINÉSITHÉRAPEUTES
DE LA DEUXIÈME
PROMOTION FORMÉS
À LA FILIÈRE DE
FORMATION EN
KINÉSITHÉRAPIE DE
L'ÉCOLE NATIONALE
DE SANTÉ PUBLIQUE
(FFK/ENSP) DONT

9

FEMMES

50

**MEMBRES DES ASSOCIATIONS DES PERSONNES
HANDICAPÉES, PROFESSIONNELS DE LA
MÉDECINE PHYSIQUE ET RÉADAPTATION (MPR),
PROFESSEURS DE LA FFK FORMÉS SUR LA PRISE
EN COMPTE DE LA DIMENSION GENDRE DANS
LES SOINS ET LA PLANIFICATION DES SERVICES
DE MÉDECINE PHYSIQUE ET RÉADAPTATION**

10



**SERVICES DE MPR AU SEIN DES CENTRES
HOSPITALIERS RÉGIONAUX/ CENTRES
HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES (CHR/CHU)
DOTÉS D'UN PLAN D'IMPLÉMENTATION
QUALITÉ EN VUE D'AMÉLIORER LA
QUALITÉ DES PRESTATIONS DE MÉDECINE
PHYSIQUE ET RÉADAPTATION**

87 %



DE PATIENT.E.S SUIVI.E.S DANS LES

20

**STRUCTURES APPUYÉES ONT CONNU
UNE ÉVOLUTION POSITIVE DE LEURS
CAPACITÉS FONCTIONNELLES ENTRE LE
DÉBUT ET LA FIN DES SESSIONS DE SOINS**



BE BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-2-BF



*Hilaire NABOLE,
patient du programme*

"

Au Centre National de Référence en Médecine Physique et Réadaptation, il y a les équipements adaptés et le personnel qualifié. Avant de recevoir les soins, je me déplaçais en fauteuil roulant. Aujourd'hui, je peux marcher. Toute personne confrontée à des difficultés similaires peut venir se faire suivre et trouver une véritable prise en charge. Je remercie l'APEFE et ses partenaires, qui, en construisant et en équipant ce centre, ont rendu cela possible.

"

Contact

Yacouba OUEDRAOGO - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles, 01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso
☎ +226 71 81 02 39 (mob) / +226 25 33 05 58 (fixe)
✉ bureau.ouagadougou@apefe.org
📍 APEFE Burkina Faso



Programme d'Appui au Développement de la Médecine Physique et Réadaptation au Burundi



Le programme a pour objectif d'améliorer l'accès aux soins de réadaptation de qualité au bénéfice des personnes atteintes d'un handicap ou d'une incapacité fonctionnelle, en se focalisant sur différents aspects tels que l'appui à la gouvernance du sous-secteur, la formation des acteurs de la réadaptation, l'appui à vingt centres et services de réadaptation et le développement de l'information sanitaire. Cela est réalisé avec une attention particulière pour l'environnement et les personnes plus vulnérables (personnes handicapées, femmes, indigents).

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Le programme s'adresse aux personnes vivant avec un handicap ou une incapacité fonctionnelle nécessitant des soins de réadaptation afin de préserver ou restaurer leur autonomie. Au Burundi, l'Organisation Mondiale de la Santé estime qu'une personne sur cinq aura besoin, au cours de sa vie, de tels services.

Les bénéficiaires comprennent notamment des victimes d'accidents de la route, des personnes ayant subi un AVC, des enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale ou encore des femmes présentant des séquelles obstétricales.

Après chirurgie, une réadaptation est indispensable pour éviter des complications irréversibles et permettre une récupération fonctionnelle optimale.

Ne disposant généralement pas d'assurance-santé, ces personnes dépendent de mécanismes de subventionnement pour garantir la continuité des soins, la reprise d'activité et la stabilité économique du ménage.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

En 2025, le programme a renforcé l'intégration de la réadaptation dans le système public de santé, sous le leadership du Ministère de la Santé Publique. L'appui à la gouvernance a consolidé la structuration du sous-secteur et la régulation de l'offre. Le pays compte désormais 53 services de réadaptation, contre moins de 10 en 2011. Six nouveaux services ont été créés en 2025, améliorant la couverture territoriale.

L'accès financier aux soins progresse, avec un nombre croissant de mutuelles et d'assurances-santé qui remboursent les prestations de réadaptation à leurs adhérent·e·s, réduisant les barrières pour les ménages vulnérables.

Les professionnel·le·s sont plus nombreux·ses et mieux formé·e·s grâce à la filière de kinésithérapie, qui a diplômé sa 4^{ème} promotion en avril 2025, et à l'organisation de trois semaines de formation continue.

La qualification académique des formateur·rice·s se poursuit (masters et doctorats), avec le retour de deux titulaires d'un master de l'UCLouvain et trois doctorats en cours à l'ULB et à l'U Hasselt.

Enfin, 23 centres utilisent un dossier médical informatisé développé en synergie avec Enabel et transmettent mensuellement leurs données au Système National d'Information Sanitaire, renforçant un pilotage fondé sur des données fiables.

6



SERVICES DE KINÉSITHÉRAPIE

CRÉÉS SUR FINANCEMENT DU PROGRAMME DANS LES HÔPITAUX DE GIHANGA, MUYINGA, MAKAMBA, KIGANDA ET GIHETA ; LE SERVICE DU CHU DE BUJUMBURA A ÉTÉ ENTIÈREMENT RÉÉQUIPÉ

53



ÉTABLISSEMENTS DE SOINS PUBLICS ET PRIVÉS PROPOSENT DÉSORMAIS DES SERVICES DE KINÉSITHÉRAPIE ET DE RÉADAPTATION AU BURUNDI

87 %

DES KINÉSITHÉRAPEUTES RECENSÉ·E·S EXERCENT ACTUELLEMENT AU BURUNDI OU À L'ÉTRANGER

4



PROMOTIONS DIPLÔMÉES DEPUIS LA CRÉATION DE LA FFKR EN 2019, SOIT

76

KINÉSITHÉRAPEUTES FORMÉ·E·S



BE-BCE_
KBO0415880570-
PRG2022-1-BI



Dr Jean de Dieu HAVYARIMANA,
Directeur du programme des maladies non transmissibles du Ministère de la Santé Publique entre 2021 et 2026.

"

J'ai cogéré le programme pendant quatre ans avec l'APEFE et le COPED. La réadaptation étant un des piliers de la Couverture Sanitaire Universelle, le Ministère de la Santé Publique a fait appel, en 2011, à l'APEFE pour l'aider à la renforcer dans notre système de santé. Aujourd'hui les progrès sont là ! Sous la coordination du programme nous produisons nos kinésithérapeutes ; les services de réadaptation se multiplient dans nos hôpitaux et la qualité des soins est au rendez-vous. Il reste beaucoup à faire mais le Burundi est sur la bonne voie et nous souhaitons que la coopération avec l'APEFE se poursuive.

"

Contact

Olivier JADIN - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/WBI à Bujumbura - Burundi
52, Boulevard MWEZI GISABO (Route RUMONGE), Kinindo
+257 22 24 6709 / +257 22 24 67 10
o.jadin@apefe.org
APEFE.Burundi
apefe-burundi



INCLUSION ÉCONOMIQUE

Programme d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin Artisanal Wallonie-Bruxelles Expertise WBex



L'objectif de ce programme est de viabiliser un entrepreneuriat artisanal féminin, qu'il soit micro, petit ou moyen, en le rendant durable, inclusif et favorable à la création d'emplois décents, dans les principaux secteurs porteurs de croissance économique, tant en milieu urbain que rural (agriculture, agroalimentaire, culture, tourisme, numérique, énergie, eau et artisanat).

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Dans le cadre du programme, 800 micros, petites et moyennes entreprises artisanales dirigées par des femmes ont été ciblées. Parmi elles, au moins 30 % présentent un ou plusieurs facteurs de vulnérabilité ou sont confrontées à des inégalités d'ordre spatial, culturel ou économique. Les entreprises bénéficiaires répondent aux critères définis par la Loi n°2020-03 : il s'agit d'unités en activité, qu'elles soient formelles, informelles ou constituées sous forme associative. Elles doivent exercer une activité artisanale dans un secteur éligible, être détenues ou dirigées par des femmes et démontrer un potentiel de développement tant économique que social. Les critères mentionnés sont non cumulatifs mais considérés comme préférentiels dans le processus de sélection.

Par ailleurs, 60 agents et cadres institutionnels ont été concernés par les actions de renforcement des capacités. Ils proviennent de l'Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises ainsi que de plusieurs structures publiques et consulaires.

Ces appuis ont contribué au renforcement du cadre institutionnel d'accompagnement des entreprises artisanales féminines et à l'amélioration de la coordination entre les acteurs de l'écosystème entrepreneurial.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

L'année 2025 a été marquée par la consolidation du dispositif d'intervention de l'ADPME, avec l'appui du programme. Celui-ci a contribué à la mise en service des premiers modules opérationnels de la plateforme E-PME, organisé en mars une mission de la direction de l'ADPME en Belgique afin de renforcer les partenariats institutionnels et d'échanger avec des acteurs publics et privés spécialisés dans l'appui aux PME, et faciliter des réunions techniques en ligne avec les équipes de Wallonie Entreprendre pour partager outils et expertises. Le programme a également soutenu l'organisation du Mois de l'entrepreneur et des rencontres PME CONNECT, identifié les besoins en formation des cadres de l'ADPME et de ses partenaires, et mis en place un parcours e-learning couvrant 19 thématiques.

En appui direct aux entrepreneures, 663 entreprises ont été accompagnées dans leur formalisation et le renforcement de leurs compétences en gestion, marketing, financement, digitalisation et commercialisation. Par ailleurs, 139 entreprises ont reçu des équipements de production adaptés, 34 capsules vidéo ont été traduites en quatre langues locales pour faciliter l'apprentissage, un référentiel de compétences en transformation agroalimentaire a été élaboré et les activités ont été étendues aux départements du Zou et des Collines en partenariat avec l'ONG Défi Belgique Afrique.

663

ENTREPRISES
FÉMININES ONT ÉTÉ
ACCOMPAGNÉES

205

ENTREPRISES
(ÉTABLISSEMENT
INDIVIDUEL ET
COOPÉRATIVES)
DISPOSENT DE
PLAN D'AFFAIRES



127

ENTREPRISES ONT ÉTÉ FORMALISÉES EN
2025 PORTANT L'EFFECTIF TOTAL À

815

ENTREPRISES



181

ENTREPRISES ONT SOUMIS LEUR DOSSIER
DE CRÉDIT AUPRÈS DES INSTITUTIONS DE
FINANCEMENT DE LEUR LOCALITÉ ET

98

ONT OBTENU DE CRÉDIT POUR LE
DÉVELOPPEMENT DE LEURS ACTIVITÉS



Loukman HOUKPO,
consultant-formateur GERME
et conseiller d'entreprise.

“

Ma collaboration avec le projet, porté par l'APEFE avec l'appui du programme dans l'Alibori, reste une expérience marquante. J'y ai vu une approche exigeante et profondément humaine, centrée sur les femmes entrepreneures les plus vulnérables. Grâce aux ateliers, à la pédagogie flexible et aux renforcements en gestion, marketing digital et visibilité, la formalisation des entreprises est passée de 20 % à 75 %. Aujourd'hui, avec l'appui conjoint du programme, les kits solaires transforment le quotidien des coopératives : plus de production, des familles soutenues, des femmes épanouies et un véritable rempart contre la précarité et l'insécurité au Nord Bénin.

”

Contact

David GAQUERE - Administrateur de programmes
Bureau APEFE - Wallonie Bruxelles
Lot H2 Les Cocotiers / Q. Haie Vive
01 BP 3589 Cotonou
☎ (00229) 99-25-86-52
📘 APEFE.Benin
🌐 APEFE-Benin
✉ d.gaquere@apefe.org



« Min Ajliki » (« pour toi », au féminin) est un programme qui a pour objectif de contribuer à l'autonomisation des femmes à travers l'amélioration de leur insertion socio-économique moyennant la création d'une activité entrepreneuriale ou l'amélioration de leur employabilité pour accéder au marché de l'emploi.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les bénéficiaires du programme Min Ajliki 3.0 sont multiples. À côté des associations régionales engagées dans l'entrepreneuriat et l'employabilité des femmes, nous accompagnons d'une part, les femmes liées à un projet entrepreneurial vivant au Maroc (pas uniquement les marocaines) qui sont divisées entre les porteuses de projet, les cheffes d'entreprise et les femmes NEETS (not in employment, education or training) ; d'autre part, les ressources humaines des partenaires du projet.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

Même si le programme Min Ajliki existe au Maroc depuis 2013, l'année 2025 a été riche en nouveaux projets et en activités. En effet, parallèlement à ses missions habituelles de formations et d'accompagnement des ressources humaines de ses partenaires et de ses bénéficiaires, Min Ajliki a continué à appuyer son partenaire RESOFEM dans sa mission de plaidoyer. Quatre nouvelles stations - Marrakech, Agadir, Béni Mellal et Guelmim - ont pu profiter de sa caravane régionale.

En outre, une WebTV Min Ajliki a vu le jour et a été officiellement lancée le 10 octobre pour saluer la journée nationale marocaine consacrée aux femmes. Vous pouvez y retrouver des formations, des témoignages (success stories), des interviews de partenaires et des événements. Depuis sa création, une nouvelle vidéo y

est postée chaque lundi appuyant également la nouvelle mission de plaidoyer que s'est attribuée la troisième version de Min Ajliki.

2025 a également été témoin de la grande finale nationale de la compétition IFMEREE Entreprendre ainsi que de deux hackathons à Essaouira, "Tamayoz" et "Blue Economy Hack" et d'autres compétitions régionales. Elle s'est encore une fois distinguée par de nombreux événements reconnus de qualité: Start-up week, We can Tech Conference, Women owned pop up, 2ème édition du colloque international de l'économie sociale et solidaire, pour ne citer qu'eux et s'est positionnée dans la campagne des 16 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes à travers des séminaire et formations.

3.511



FEMMES NEETS
ACCOMPAGNÉES
PAR LE PROGRAMME
ET INSÉRÉES SUR LE
MARCHÉ DU TRAVAIL

1

WEBTV MIN AJLIKI

2.773



FEMMES BÉNÉFICIAIRES DE FORMATION
POUR LE DÉVELOPPEMENT DE
L'ESPRIT D'ENTREPRENDRE

894

FEMMES ACCOMPAGNÉES SOIT
EN PRÉ CRÉATION, SOIT POUR LE
DÉVELOPPEMENT DE LEUR ENTREPRISE

440



RESSOURCES DE NOS PARTENAIRES
FORMÉES SOIT À L'EMPLOYABILITÉ DES
NEETS, SOIT AU DÉVELOPPEMENT DES
CAPACITÉS ENTREPRENEURIALES



*Fatima,
bénéficiaire du programme.*

“

Mariée et maman de 2 enfants, j'habite dans un douar proche d'Azrou. Avant, je ne me sentais pas bien, enfermée dans la « pression de la maison ». Quand je me suis inscrite à l'association Arkhabil, j'avais peur car je suis analphabète, mais c'était un « don de Dieu » : j'ai fini par dépasser tout le monde ! Avec mon diplôme de couture, j'ai dit : « Pourquoi pas une coopérative ? ». L'INDH nous a soutenues. On a commencé à 5, maintenant on est 10 et on fait aussi des tapis.

« Avant, j'attendais tout de mon mari, mais une seule main n'applaudit pas ! » : aujourd'hui j'ai de l'argent dans ma poche, je suis reposée. Je vise encore plus loin, j'aimerais faire une grande entreprise pour faire travailler les femmes de mon Douar, Inchallah.

”

Contact

Pascal MONTISOY - Administrateur de programmes
4, Rue Jaâfar Assadiq, 10 080 Agdal, Rabat, Maroc
☎ 00212 537 67 41 15
✉ Bureau.rabat@apefe.org
f Min Ajliki
WebTV: www.webtvminajliki.ma

Jigeen Ñi Tamit 2.0

Autonomisation économique des femmes entrepreneures au Sénégal



L'objectif de ce programme est d'améliorer le développement et l'organisation des entreprises agroalimentaires féminines dans les zones et filières ciblées par ce programme.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les bénéficiaires sont les entreprises agroalimentaires dirigées par des femmes, incluant à la fois les cheffes d'entreprise et leur personnel, implantées dans les régions de Thiès, Louga, Ziguinchor et Kolda, dans les filières des fruits et légumes, du lait et des produits halieutiques.

Par « entreprise féminine agroalimentaire », il faut entendre « toute unité de transformation agroalimentaire dirigée par une femme qui déploie ses activités dans les filières et les zones ciblées, que ces activités soient réalisées de manière formelle ou qu'elles relèvent du secteur informel ». Les entreprises sociales et solidaires et les jeunes entrepreneures en phase de création/démarrage d'entreprise, porteuses d'innovation, sont particulièrement encouragées.

Au total sur la période 2017-2026, au moins 219 entreprises féminines agroalimentaires bénéficieront de l'accompagnement du programme.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

Suite à la levée des contraintes qui impactaient le programme, l'année 2025 a permis le démarrage des activités opérationnelles. Cela s'est d'abord traduit, au niveau national, par la réunion d'un Comité de pilotage de lancement puis, au niveau régional, par des Comités Régionaux de Développement (à Ziguinchor et à Kolda) ou des prises de contact formelles (à Thiès et à Louga), qui ont favorisé l'appropriation du programme à tous les niveaux.

La sélection des entreprises féminines agroalimentaires à accompagner a été réalisée grâce à un processus innovant et inclusif d'appel à candidatures en ligne, qui a permis de recueillir 793 candidatures. Les acteurs au niveau déconcentré ont présélectionné et diagnostiqué

les candidates, ce qui a permis aux comités pertinents d'établir une liste de 134 entreprises féminines agroalimentaires bénéficiaires pour cette phase 2.0 du programme.

L'analyse approfondie des besoins et l'étude Baseline effectuées auprès de chaque bénéficiaire ont permis de définir les axes du renforcement des capacités à mettre en œuvre.

Sur le plan institutionnel, un appui a été apporté à l'élaboration du projet de Loi d'orientation sur l'autonomisation économique des femmes, chantier porté par le Président de la République et confié au Ministère de la Famille, de l'Action Sociale et des Solidarités.

1



RÉUNION ORGANISÉE
POUR CHACUNE
DES INSTANCES
DU PROGRAMME

793

CANDIDATURES
REÇUES POUR
BÉNÉFICIER D'UN
ACCOMPAGNEMENT

300



CANDIDATES PRÉSÉLECTIONNÉES
ET DIAGNOSTIQUÉES

35

CANDIDATES SUR LA LISTE D'ATTENTE

134



BÉNÉFICIAIRES SÉLECTIONNÉES
DONT 50 À ZIGUINCHOR, 50 À
KOLDA, 17 À LOUGA, 17 À THIÈS



Mme Aminata Coly,
Présidente du groupement
d'intérêt économique
DJIMANBUROK

"

Nous avons créé notre groupement d'intérêt économique en 2021 avec trente membres et travaillons toutes dans la récolte et la transformation artisanale de Yokhoss (huîtres). C'est un travail difficile et très lent pour générer des revenus importants. Nous avons toujours souhaité développer nos compétences avec des formations techniques modernes afin d'alléger la pénibilité du travail et accroître nos revenus mais malheureusement nous n'avons jamais eu la chance d'en bénéficier. Avec Jigeeen Ni Tamit 2.0, les formations prévues nous seront d'un grand apport pour le développement de nos entreprises.

"

Contact

Françoise DAXHELET - Administratrice de programmes
APEFE – Délégation générale Wallonie-Bruxelles
Fann Résidence Mermoz Rue FN 11, Villa Bayt Arrahman
BP 6279
Dakar – SENEGAL
☎ +221 33 849 29 70 / +221 77 612 60 29
f APEFE.senegal
in APEFE-senegal





INCLUSION SOCIALE ÉDUCATION

Educaid.be

Plateforme belge pour l'éducation
et la formation dans la coopération
au développement



Le programme a pour objectif de créer, par l'action des acteurs belges de l'éducation et de la formation engagés dans la coopération au développement, un contexte (politique) favorable à l'amélioration durable et structurelle de la qualité et du caractère inclusif de l'éducation et de la formation, en tenant compte de la digitalisation, du genre, du climat et du travail décent dans les pays programme en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Educaid.be est un programme fondé, d'une part, sur une synergie entre l'APEFE et VVOB *Education for Development*, partenaires à part entière dans la mise en œuvre de la plateforme, et, d'autre part, sur une collaboration avec plus de 50 autres organisations et institutions. Educaid.be est ouverte aux organisations, institutions et individus actifs dans le secteur de l'éducation et de la formation au sein de la coopération internationale belge. La plateforme vise à renforcer les capacités et l'expertise de ses membres ainsi que de leurs organisations partenaires, à développer des activités de sensibilisation et de plaidoyer, et à soutenir la politique belge en matière d'éducation et de formation dans la coopération internationale. Les bénéficiaires finaux sont l'ensemble des apprenants atteints par les interventions et les programmes d'éducation et de formation mis en œuvre par les organisations membres d'Educaid.be.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

En 2025, Educaid.be et Be-cause health ont uni leurs forces pour organiser la conférence internationale « Quand la santé éduque et l'éducation soigne ». Celle-ci a exploré les liens étroits et complexes entre santé et éducation dans un contexte de polycrise, avec un accent particulier sur les pays à revenus faibles et intermédiaires. La conférence a été ouverte par deux orateurs principaux : Calixto Suarez, représentant de la communauté autochtone Arhuaco en Colombie, et Libing Wang, responsable du département Santé et Éducation à l'UNESCO.

Des experts internationaux de l'UNICEF, d'Education International, d'Oxfam International et de l'Institut de Médecine Tropicale ont participé aux échanges. La directrice de la DGD, Heidy Rombouts, a clôturé la conférence par un message encourageant à destination des deux plateformes, Educaid.be et Be-cause health.

La conférence était également l'occasion de célébrer le 15^e anniversaire d'Educaid.be.

Le 9 mai, Educaid.be a rencontré la cellule stratégique du cabinet du ministre Maxime Prévot. Lors de cette rencontre, la plateforme a mis en avant son mémorandum avec les recommandations politiques et son rôle dans le renforcement d'une éducation inclusive, de qualité et tout au long de la vie au sein de la coopération internationale. Enfin, le 11 décembre 2025, Educaid.be a présenté la première belge du film IMPURE, suivi d'un débat avec des experts du secteur de l'éducation et de la santé, visant à briser le silence autour de la stigmatisation et de la précarité menstruelle, enjeux à la fois sanitaires, éducatifs et sociaux.

21

EXPERTS ONT PARTAGÉ LEUR EXPERTISE ET LEURS CONNAISSANCES LORS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ÉDUCATION ET LA SANTÉ LE 10 OCTOBRE 2025

2.126

ABONNÉS SUR LINKEDIN

275

PARTICIPANTS ISSUS DE

33

PAYS DIFFÉRENTS ONT PARTICIPÉ À LA CONFÉRENCE LE JOUR MÊME



292



VUES ONT ÉTÉ ENREGISTRÉES SUR LA CHAÎNE YOUTUBE POUR LES ENREGISTREMENTS DES DIFFÉRENTES SESSION D'APPRENTISSAGE.



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-1-BE



Elise Derroitte,
Vice-Présidente de la
Mutualité chrétienne

“

La santé menstruelle n'est pas une question individuelle : c'est un enjeu politique et collectif, lié à la dignité, à l'équité et aux droits fondamentaux. La société peut inclure ou exclure les personnes menstruées, souvent de manière invisible. Santé et éducation vont de pair : sans éducation menstruelle, il est difficile d'exiger des soins sûrs et dignes. Et sans soutien adéquat, de nombreuses filles manquent l'école, prennent du retard et voient leurs opportunités se réduire. Rompre ce cercle vicieux nécessite une éducation inclusive, l'implication des garçons et des hommes, ainsi qu'une responsabilité partagée entre les écoles et les familles

”

Contact

Marije VAN BREDA - Administratrice de programmes
Place Julien Dillens 1, 2A
1060 Bruxelles
+32 2 209 07 99
Educaidbe
educaid-be
info@educaid.be

BÉNIN

IFADEM

Initiative Francophone pour la
Formation à Distance des Maîtres



Ce programme a pour objectif d'améliorer durablement les acquis scolaires des filles et des garçons, en particulier les plus vulnérables, dans les départements de l'Alibori, de l'Atacora, du Borgou, du Couffo et de la Donga. Il vise à garantir leur réussite en fin de cycle primaire à travers la mise en place d'établissements offrant un environnement d'apprentissage de qualité, inclusif, sécurisé et propice au développement intégral des enfants.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Le programme a permis le recrutement de 2 500 enseignants suppléants, avec une priorité accordée aux femmes et aux jeunes. Il a également recruté 135 tuteurs, 40 superviseurs et 10 techno-pédagogues, avec une attention particulière portée aux femmes pour ces postes. Par ailleurs, 450 directeurs d'école ont été sélectionnés, toujours en donnant priorité aux femmes. Les bénéficiaires directs de ces initiatives sont au moins 105 000 élèves des classes ciblées, principalement du cycle primaire de l'enseignement de base, dont 47 % sont des filles.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

L'année 2025 a été marquée par une double expérimentation, à savoir la mise en œuvre de la formation via la plateforme numérique et le déploiement de la formation des directeurs d'écoles.

La transition vers la formation médiatisée par la plateforme, pour une première expérience à cette échelle, s'est révélée particulièrement concluante. Tous les enseignants de la cohorte ont mené le parcours de formation à son terme, sous l'encadrement de leurs tuteurs. Cette performance a été atteinte dans un contexte marqué par des défis technologiques et numériques significatifs, notamment la prise en main de la plateforme Moodle par les tuteurs et les enseignants, la gestion de la connectivité et des coûts liés à l'accès à Internet, le maintien de l'engagement des participants dans un dispositif majoritairement à distance, ainsi que l'adéquation des smartphones des enseignants aux exigences techniques de la plateforme. A l'issue

de cette première année d'expérimentation, il ressort que ces contraintes ont été surmontées. L'évaluation intermédiaire du programme a conclu à une acculturation numérique réussie des acteurs et à une mise en œuvre globalement satisfaisante de l'approche BYOD (Bring Your Own Device), confirmant ainsi la pertinence des choix opérés.

Par ailleurs, l'évaluation a mis en évidence un fort intérêt des parties prenantes pour le chantier relatif à la formation des directeurs d'écoles. Dans ce cadre, 503 directeurs d'établissements scolaires ont été formés par leurs inspecteurs, à travers trois livrets pédagogiques consacrés respectivement au leadership pédagogique, au leadership administratif et à la gestion partenariale. Cette expérience a permis de consolider les capacités managériales des directeurs et d'ouvrir des perspectives prometteuses pour le renforcement de la gouvernance scolaire.

101 

CONSEILLERS
PÉDAGOGIQUES DONT

7

FEMMES TUTEURS DES
ENSEIGNANTS EN 2025

90,10 %

DES DIRECTEURS D'ÉCOLES ONT
TERMINÉS LA FORMATION EN 2025

89,10 %

DES DIRECTEURS D'ÉCOLE ONT
RÉUSSI LA FORMATION EN 2025

1.981

ENSEIGNANTS DONT

564

FEMMES FORMÉES EN 2025



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-1-BE



Zakiath BONOU-GBO,
Enseignante-Chercheuse
en sciences du langage
et Conceptrice de livret et
Techno-pédagogue sur le
programme IFADEM

“ Lors d’une séance d’accompagnement avec un groupe de tuteur, j’ai été frappée par leur curiosité et leur envie de s’approprier les livrets que nous avons conçus. L’un d’eux m’a confié qu’il n’avait jamais imaginé pouvoir intégrer des activités linguistiques adaptées à sa classe en utilisant des supports numériques. Ensemble, nous avons exploré comment transformer une séquence pédagogique en un moment interactif, où les élèves pouvaient comparer les mots de leur langue maternelle avec ceux du français. Ce jour-là, j’ai vu des tuteurs passer du doute à l’enthousiasme : ils réalisaient que la formation n’était pas une contrainte, mais une opportunité de redonner vie à leurs pratiques. Pour moi, IFADEM est avant tout cette rencontre humaine, où la science du langage et la technologie se mettent au service de la créativité des enseignants et du plaisir d’apprendre des élèves. ”

Contact

David GAQUERE - Administrateur de programmes
Bureau APEFE - Wallonie Bruxelles
Lot H2 Les Cocotiers / Q. Haie Vive
01 BP 3589 Cotonou
☎ (00229) 99-25-86-52
f APEFE.Benin
in APEFE-Benin
✉ d.gaquere@apefe.org

PALESTINE

Promotion du développement inclusif des personnes en situation de handicap en Palestine mis en oeuvre par le programme de réadaptation à base communautaire - *Bethleem Arab Society for Rehabilitation*



Ce programme a pour objectif de qualifier, rendre autonomes et engager activement les personnes en situation de handicap, en particulier les jeunes et les femmes, que ce soit un emploi salarié ou indépendant.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

En 2025, le programme a ciblé les personnes en situation de handicap dans sept gouvernorats de Cisjordanie: Hébron, Bethléem, Tulkarem, Naplouse, Tubas, Jénine et Ramallah. Il s'est adressé aux enfants et adultes concernés, ainsi qu'à leurs familles, aux groupes d'entraide de personnes en situation de handicap et aux groupes de mères, aux organisations représentatives, aux autorités locales, aux organisations et centres communautaires, aux écoles et centres d'enseignement et de formation technique et professionnelle. Les ministères du Travail, de l'Éducation et du Développement social, ainsi que l'équipe CBR de BASR, ont également été impliqués. Le programme a accordé une attention prioritaire aux groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes en difficulté socio-économique, souvent confrontés à des discriminations multiples et à l'exclusion.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

En 2025, le programme de Réadaptation à Base Communautaire de l'équipe de la Société Arabe de Réadaptation de Bethléem a accompagné 1073 personnes en situation de handicap en Cisjordanie. Son action s'est renforcée grâce à un partenariat avec la municipalité d'Al Shyoukh et à l'ouverture d'un centre à Surif, couvrant cinq zones marginalisées. Le programme a réalisé 199 évaluations éducatives, soutenu 11 centres locaux et facilité l'accès à l'école pour 259 bénéficiaires. Des bilans en kinésithérapie, ergothérapie et orthophonie ont été menés à grande échelle, tandis que 132 enfants ont reçu 337 aides techniques favorisant leur autonomie.

Le soutien psychosocial a inclus 1 080 séances individuelles et 39 séances collectives. En matière d'insertion professionnelle, 43 personnes ont bénéficié d'une orientation, débouchant sur des formations et apprentissages, et 18 micro-entreprises ont été lancées. Enfin, 27 activités communautaires et 9 ateliers familiaux ont renforcé les droits, la résilience locale et la pérennité de services inclusifs et holistiques.

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ONT ÉTÉ IDENTIFIÉES ET PRISES EN CHARGE DANS DIFFÉRENTS GOUVERNORATS DE CISJORDANIE

259



PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ONT UN MEILLEUR ACCÈS À L'ÉDUCATION GRÂCE AUX SERVICES ÉDUCATIFS PROPOSÉS DANS LES CENTRES COMMUNAUTAIRES SOUTENUS PAR LE PROGRAMME

43

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ONT BÉNÉFICIÉ D'UN ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL ET D'UNE ÉVALUATION PROFESSIONNELLE, ET ONT DÉSORMAIS DES CHOIX DE CARRIÈRE PLUS CLAIRS

18



PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ONT OBTENU UN FINANCEMENT POUR CRÉER LEUR PROPRE ENTREPRISE GÉNÉRATRICE DE REVENUS

9



ATELIERS DE SENSIBILISATION ONT ÉTÉ ORGANISÉS DANS DIFFÉRENTES LOCALITÉS À L'INTENTION DES FAMILLES DE PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP AFIN DE LES SENSIBILISER AUX DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES ET DE LES INCITER À JOUER UN RÔLE POSITIF DANS LE SOUTIEN À LEURS ENFANTS



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-12-PS



*Maman de Misk,
fille de 2 ans bénéficiaire du
programme de Dura dans
l'Hebron*

“ Ma fille Misk a deux ans. Elle est née avec un syndrome génétique qui affecte son développement moteur et sa parole. Pendant longtemps, elle a été totalement dépendante de moi pour tous les gestes du quotidien. C'était très difficile, d'autant plus que l'accès aux services de rééducation était limité et souvent interrompu. Les fermetures répétées et le manque de services spécialisés rendaient presque impossible un suivi régulier.

Un jour, un travailleur du programme CBR est venu dans notre quartier et a identifié les besoins de Misk. Elle a ensuite été évaluée par l'équipe mobile de réadaptation, qui nous a orientées vers le nouveau centre communautaire d'Al Majd, dans la zone rurale de Dura. Au centre Sanad, elle a commencé des séances intensives d'ergothérapie, de kinésithérapie et d'orthophonie.

Aujourd'hui, seulement quatre mois après son orientation, je vois des changements incroyables. Misk peut se tenir debout toute seule, elle contrôle beaucoup mieux sa tête et son équilibre, et elle marche avec un déambulateur Kaye. Pour nous, c'est une immense joie et un grand espoir pour son avenir. ”

Contact

Mahran AL-TAWIL
Bethlehem Arab Society for Rehabilitation
100 Cremisan Street, Bethlehem
☎ +970-568817114 / +970-593117755 / +970-2-2749793
✉ mahran@basr.org
📱 BASR1960

IFADEM

**Initiative Francophone pour la
Formation à Distance des Maîtres**



L'objectif de ce programme est d'améliorer le rendement des élèves grâce à un enseignement de qualité, inclusif et propice au développement intégral des enfants, via le renforcement des compétences linguistiques, didactiques et pédagogiques des enseignants ciblés, moyennant la mise en place d'un dispositif de formation à distance.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les enseignant.e.s du primaire, avec une attention particulière sur les enseignants en milieu rural.
Des superviseurs (inspecteurs pédagogiques) qui ont la charge de la formation et du suivi des enseignants.
Les directeurs et directrices des écoles concernées, qui accompagnent, soutiennent et supervisent les enseignant.e.s et jouent également un rôle de première ligne en ce qui concerne le développement professionnel de ceux-ci.
Les élèves des écoles ciblées, avec une attention particulière pour les enfants les plus faibles et vulnérables.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

L'année a été marquée par le lancement de la deuxième promotion, composée de 3 427 enseignants dont 222 femmes dans les provinces du Haut Katanga, Lualaba, Haut Lomami et Tanganyika. La première promotion a poursuivi l'étude des livrets conformément au diagramme des activités. Une évaluation externe à mi-parcours du programme a également été organisée par la firme CAYAMBE.

En mars 2025, une journée de l'innovation pédagogique a été tenue en collaboration avec l'Institut Supérieur Pédagogique, autour de la digitalisation des pratiques enseignantes en RDC et de l'intelligence artificielle. Un atelier de capitalisation a ensuite été organisé en mai 2025. Par ailleurs, les contenus pédagogiques ont été médiatisés sur la plateforme Moodle. Enfin, une mission d'audit financier a été réalisée en novembre 2025.

9



LIVRETS DE FORMATION

322

INSPECTEURS TUTEURS

6.408

ENSEIGNANTS FORMÉS



1.312

DIRECTEURS FORMÉS



IATI ID: BE-BCE_
KBO-0415880570-
prg2022-12-CD



Bibiche MUTEBA,
Inspectrice et tutrice.

"

J'ai découvert la formation IFADEM 100 % en ligne lors des premières mises en œuvre de l'apprentissage à distance. Après avoir suivi l'ensemble des formations proposées, j'ai progressivement développé les compétences nécessaires pour accompagner les enseignants à distance. Aujourd'hui, je forme et j'encadre les enseignants en utilisant efficacement les outils numériques, et les échanges en ligne. Cette expérience IFADEM a profondément renforcé ma posture d'inspectrice et ma capacité à assurer un encadrement pédagogique à distance de qualité.

"

Contact

Clément TSHIBANGU
Administrateur de programmes
115, avenue Sando, Lumbumbashi, RDCongo
+243 97 100 96 54
c.tshibangu.ck@apecfe.org
APEFE.RDC
apeferdcongo

IFADEM

Expérimentation de l'initiative francophone pour la formation à distance des maîtres au KASAÏ ORIENTAL



L'objectif de ce programme est d'améliorer le rendement des élèves grâce à un enseignement de qualité, inclusif et propice au développement intégral des enfants, via le renforcement des compétences linguistiques, didactiques et pédagogiques des enseignants ciblés, moyennant la mise en place d'un dispositif de formation à distance.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les enseignant.es du primaire, avec une attention particulière sur les enseignants en milieu rural.
Des superviseurs (inspecteurs pédagogiques) qui ont la charge de la formation et du suivi des enseignants.
Les directeurs et directrices des écoles concernées, qui accompagnent, soutiennent et supervisent les enseignant(e)s et jouent également un rôle de première ligne en ce qui concerne le développement professionnel de ceux-ci.
Les élèves des écoles ciblées, avec une attention particulière pour les enfants les plus faibles et vulnérables.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

L'année 2025 a été marquée par le lancement de la deuxième cohorte et par l'organisation des ateliers de préparation du dispositif de formation IFADEM au Kasai-oriental. Une formation spécifique a été assurée au profit des 29 tuteurs, centrée sur l'exploitation des livrets pédagogiques et l'accompagnement tutoré des groupes d'apprenants. Des rencontres périodiques entre tuteurs et tutorés ont été tenues autour de l'étude des livrets 1 à 3, complétées par des séances mensuelles d'analyse des pratiques réelles de classe. Les enseignants ont travaillé sur le Livret 1 relatif à l'exploitation du programme national

du primaire, le Livret 2.3 consacré à l'enseignement-apprentissage du français en contexte Cilubaphone, ainsi que le Livret 3 axé sur le renforcement des compétences linguistiques de base. Ils ont également bénéficié d'une dotation en matériel pédagogique. Enfin, des présentations de pratiques ont été organisées, suivies de feedbacks collectifs impliquant les pairs apprenants, les tuteurs et les superviseurs provinciaux, puis des réajustements et des réinvestissements en classe.

9

LIVRETS DE FORMATION

29

TUTEURS



1.370

ENSEIGNANTS FORMÉS



5

UNITÉS DE FORMATION ET
D'ACCOMPAGNEMENT PÉDAGOGIQUE.BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-12-CD

L. MBOMBO,
Enseignante de l'EP Ursula
Denter.

"

Avant IFADDEM, je ne prenais pas vraiment l'initiative de créer des situations d'apprentissage. Aujourd'hui, je conçois des activités qui permettent aux élèves d'acquérir des compétences utiles et de les appliquer dans la vie sociale. Les formations m'ont apporté un nouveau souffle dans ma manière d'enseigner. Elles m'ont aussi donné des stratégies efficaces pour mieux gérer les classes à grand effectif.

"

Contact

Clément TSHIBANGU
Administrateur de programmes
115, avenue Sando, Lumbumbashi, RDCongo
+243 97 100 96 54
c.tshibangu.ck@apecfe.org
APEFE.RDC
apeferdcongo



Teach2Empower-ÉQUITÉ



Le programme a pour objectif que les enseignants aident leurs élèves à acquérir les connaissances, les attitudes et les compétences nécessaires pour s'engager activement à faire progresser l'équité entre les sexes.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Le projet bénéficie directement à dix écoles pilotes, dont trois établissements préscolaires et sept écoles primaires, ainsi qu'à cent cinquante enseignants, quarante directeurs et dix inspecteurs de l'enseignement impliqués dans l'encadrement pédagogique. Il touche également une centaine de familles et de leaders communautaires, incluant des associations de parents, des clubs d'élèves, des leaders politiques, religieux et traditionnels, ainsi que des représentant·e·s d'organisations de la société civile engagées dans la promotion des droits humains.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

L'année 2025 a été marquée par des actions structurantes visant à promouvoir l'égalité de genre et la masculinité positive en milieu communautaire à Kolwezi et Lubumbashi. Une enquête baseline a d'abord été réalisée afin d'établir un diagnostic de référence sur les inégalités de genre à l'école, mettant en évidence les écarts entre les discours et les pratiques des enseignants. Cette étude a permis d'ajuster les priorités du projet en matière de formation et de sensibilisation. Sur cette base, des modules de formation et des outils pédagogiques sensibles au genre et à la masculinité positive, adaptés aux niveaux préscolaire et primaire, ont été conçus, validés et accompagnés d'une feuille de route pour leur mise en œuvre dans les écoles pilotes. Des sessions de formation organisées à Lubumbashi et à Kolwezi

ont permis de renforcer les capacités des leaders communautaires et religieux sur le genre, la prévention des violences basées sur le genre et la promotion de normes sociales positives, en les positionnant comme relais de changement. En parallèle, une conférence-débat tenue dans le cadre des 16 jours d'activisme a mobilisé les acteurs institutionnels, les jeunes, les artistes et la société civile autour de la lutte contre les violences basées sur le genre, y compris numériques. Enfin, des ateliers de sensibilisation ont permis de renforcer les capacités de jeunes issus d'associations locales, favorisant ainsi une dynamique « jeunes pour jeunes » et leur engagement comme acteurs de transformation au sein des écoles et des communautés.

160



JEUNES ISSUS DES ASSOCIATIONS DES JEUNES SENSIBILISÉ(ES) SUR LA MASCULINITÉ POSITIVE ET LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE;

2

RÉSEAUX DES CHAMPIONS GENRE CONSTITUÉS DES LEADERS DES JEUNES, AUTORITÉS LOCALES ET RELIGIEUSES MIS EN PLACE AU LUALABA ET DANS LE HAUT-KATANGA POUR ACCOMPAGNER LE PROCESSUS DE TRANSFORMATION DES NORMES SOCIALES DANS LEUR MILIEU RESPECTIF;

10

ÉCOLES PILOTES CARTOGRAPHIÉES DANS 2 PROVINCES (LUALABA ET HAUT-KATANGA)

150



ENSEIGNANTS RÉPERTORIÉS POUR BÉNÉFICIER DE LA FORMATION SUR LES APPROCHES INNOVANTES DE PEDAGOGIE TRANSFORMATRICE DE GENRE;

60

LEADERS COMMUNAUTAIRES FORMÉ.E.S SUR LE GENRE, LA MASCULINITÉ POSITIVE ET LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE.



CAD : 11120/11130
CAD : 41081



Victor BITANGALO,
Vice-Président chargé du genre au conseil provincial de la jeunesse du Haut-Katanga.

“

Depuis mon engagement communautaire, j'ai participé à de nombreuses formations et séances de sensibilisation sur les violences basées sur le genre. Jusqu'ici, j'avais souvent le sentiment que l'homme y était présenté uniquement comme responsable et condamné d'avance, sans espace de dialogue ni de compréhension. La formation à laquelle j'ai participé dans le cadre du programme Teach2Empower a profondément changé ma perception. Elle a permis de clarifier les enjeux en montrant que l'objectif n'est pas de condamner l'homme, mais de l'impliquer comme partie prenante de la solution. Cette approche m'a convaincu que, lorsqu'il est sensibilisé et responsabilisé, l'homme peut devenir un allié et un défenseur de première ligne des droits et de la dignité des femmes. Je tiens à adresser mes sincères remerciements à l'APEFE pour la qualité et la pertinence de cette initiative.

”

Contact

Sophie PHAM-HOLLIDAY - Chargée de mission - Éducation & programmation RTIA UE & T2E
2, Place Sainctelette
B - 1080 Bruxelles - Belgique
☎ +32 470 71 29 63
✉ s.holliday@apefe.org



L'objectif de ce programme est d'améliorer les performances scolaires des élèves du cycle de l'éducation de base des régions ciblées grâce à un enseignement inclusif et de qualité.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les bénéficiaires directs du programme sont 1.000 instituteurs adjoints titulaires du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique et 5.000 directeurs d'école, en cours d'exercice dans 7 régions ciblées, à savoir Fatick, Kaolack, Kaffrine, Thiès, Matam, Saint-Louis et Louga. Les cadres du niveau central et du niveau déconcentré du Ministère de l'Education Nationale bénéficient aussi du programme, grâce à l'amélioration du dispositif de formation continue, dans lequel ils sont impliqués. Les actions de renforcement des capacités qui concernent ces acteurs vont se répercuter positivement sur la qualité du système éducatif et sur les performances pédagogiques, ce qui devrait impacter les résultats scolaires des apprenants du cycle de l'éducation de base dans ces régions.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

Année de succès et de réalisations, 2025 a été marquée par l'achèvement de la formation des maîtres dans les 19 Inspections de l'Éducation et de la Formation relevant des 5 Inspections d'Académie ciblées, à savoir Thiès, Louga, Saint Louis, Matam et Kaffrine. Cette formation de 10 mois a été sanctionnée par une évaluation finale en présentiel, suite à un important travail d'élaboration d'une banque d'épreuves, réalisé sous la conduite de l'Inspection Générale de l'Education et de la Formation. Au total, 917 maîtres ont été évalués.

Dans cette dynamique de renforcement des capacités, cette année a aussi été marquée par la formation de la deuxième cohorte des chefs d'établissement, composée

de 2.046 directeurs d'école actifs dans ces mêmes Académies, auxquelles s'ajoutent celles de Fatick et de Kaolack.

Enfin, la formation des cadres du niveau central et du niveau déconcentré constitue l'une des priorités majeures du programme. À cet effet, des modules de formation sur le genre et sur l'environnement dans l'éducation ont été élaborés lors d'un atelier qui a réuni les représentants des directions techniques du Ministère de l'Education Nationale et des encadreurs IFADEM.

917

MAÎTRES ÉVALUÉS



78

TUTEURS FORMÉS À L'EXERCICE DU TUTORAT



2.046

DIRECTEURS D'ÉCOLES FORMÉS

7

COORDONNATEURS FORMÉS

192

ÉPREUVES ÉLABORÉES



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-15-SN



Amadou Tidiane BA
Directeur d'école, Tuteur à
l'Inspection de l'Éducation et
de la Formation de Dagana
(Académie de Saint-Louis)

“

IFADEM, un creuset de formation à distance des maîtres est arrivé à point nommé dans la zone Nord du Sénégal. La formation des maîtres « craie en main » et même des directeurs d'école avec des modules en version électronique et en format papier a participé à la réussite des candidats au certificat d'aptitude pédagogique et à l'amélioration des pratiques pédagogiques dans les classes, sans que le quantum horaire en souffre. Et tout cela, pour l'intérêt supérieur des élèves. Vivement que cela continue

”

Contact

Françoise DAXHELET - Administratrice de programmes
APEFE – Délégation générale Wallonie-Bruxelles
Fann Résidence Mermoz Rue FN 11, Villa Bayt Arrahman
BP 6279
Dakar – SENEGAL
☎ +221 33 849 29 70 / +221 77 612 60 29



Ce programme a pour objectif d'amener les enseignants à aider leurs élèves à acquérir les compétences, les connaissances et les attitudes nécessaires pour s'engager activement dans la transition écologique.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Les bénéficiaires du projet sont l'Inspection d'Académie et les Inspections de l'Education et de la Formation (IEF) de Fatick, les Directeurs, les enseignants et les élèves des classes de CE1 et CE2 des écoles cibles, les Associations de parents d'élèves, le Centre Régional de Formation des Personnels de l'Education de Fatick (CRFPE), le Ministère de l'Education Nationale (niveau central), et le Centre d'Education et de Formation environnementale (CEFE) / Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

Au Sénégal, le projet Eco-lier contribue à l'atteinte des résultats du projet Teach2Empower-APEFE, sur le volet consacré à l'éducation et à la formation environnementales, dans la région de Fatick.

En 2025, différentes activités ont été réalisées, telles que des formations destinées à 30 enseignants, 9 relais villageois, 15 directeurs, l'Inspecteur de l'éducation et de la formation de Djofior et 850 élèves de CE1 et CE2 des 15 écoles cibles, l'installation des pépinières dans ces 15 écoles, l'actualisation des supports pédagogiques d'éducation environnementale, l'organisation d'un camp nature, ainsi que la mise en place du Réseau des Écoles Durables du Sénégal (REDS).

Pour renforcer l'impact de Teach2Empower, Enabel, VVOB et l'APEFE unissent leurs expertises dans un programme d'apprentissage commun axé sur l'efficacité, l'innovation et l'apprentissage collectif. Dans ce cadre, les équipes techniques locales ont pris part à un atelier Monitoring, Evaluation & Learning (MEL) en Belgique (sept.-oct. 2025), et en marge, à une visite d'études consacrée aux écoles vertes et à la formation des enseignants aux compétences digitales.

1

RÉSEAU D'ÉCOLES DURABLES DU
SÉNÉGAL MIS EN PLACE



850

ÉLÈVES DE CE1 ET CE2 FORMÉS

46

PROFESSIONNELS DE L'ÉDUCATION FORMÉS AUX
COMPÉTENCES ÉCOLOGIQUES (ENSEIGNANTS,
DIRECTEURS D'ÉCOLES, INSPECTEUR)



CAD : 11120/11130
CAD : 41081



6

PASSAGES DE FORMATIONS ET
DE COACHING DANS LES

15

ÉCOLES CIBLES



M. Ameth Georges DIOUF,
*Inspecteur de l'Éducation et
de la formation / Président
du Bureau Exécutif du REDS*

“

Bien plus qu'une structure associative, le REDS est un mouvement de souveraineté environnementale. En transformant l'école en un sanctuaire de biodiversité, il offre au Sénégal un modèle de développement durable ancré dans les réalités sahéliennes. Rejoindre ou soutenir le REDS, c'est investir dans le seul lieu où se joue l'avenir du pays : l'esprit des futures générations. C'est aussi s'engager à ne plus subir le changement climatique, mais à éduquer la génération qui saura le dompter.

”

Contact

Sophie PHAM-HOLLIDAY - Chargée de mission - Éducation & programmation RTIA UE & T2E
2, Place Saintelette
B - 1080 Bruxelles - Belgique
☎ +32 470 71 29 63
✉ s.holliday@apefe.org



nebeday

Regional Teachers Initiative for Africa – Facility
Formation continue des enseignants (extension des programmes IFADEM Bénin, RDC et Sénégal et échanges régionaux/internationaux) dans le cadre de la Facilité UE « Regional Teachers Initiative for Africa



L'objectif de ce projet est d'améliorer les compétences pédagogiques et numériques des enseignant.e.s en exercice et des personnels d'encadrement des enseignant.e.s en formation, grâce à la mise en œuvre d'un programme d'apprentissage hybride (présentiel et distanciel) tutoré.

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE PROGRAMME ?

Le maître de l'élémentaire et le personnel d'encadrement constituent les bénéficiaires types. Au niveau de la classe, ceux-ci regroupent plus spécifiquement les enseignant.es du primaire, avec un focus sur les enseignants en milieu rural. Au niveau des professionnels éducatifs chargés de l'encadrement, de la supervision, du suivi et du coaching des enseignants en formation, se trouvent réunis les superviseurs (inspecteurs pédagogiques), tuteurs et techno-pédagogues. Quant aux bénéficiaires finaux, ils représentent les élèves des écoles concernées, avec une attention particulière pour les enfants les plus vulnérables.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2025 ?

Lors de sa deuxième année d'implémentation, le projet de mise à l'échelle d'IFADEM a consolidé son déploiement au Bénin, en RDC et au Sénégal, en passant à une mise en œuvre opérationnelle à grande échelle du dispositif hybride de développement professionnel continu destiné aux enseignants et aux encadreurs.

Au Bénin, le programme RTIA a été pleinement déployé avec un cycle complet de formation pour enseignants et directeurs d'école (évaluations baseline et endline, formation tutorée à distance, regroupements), ainsi qu'un renforcement des capacités des tuteurs et conseillers pédagogiques.

En RDC, une cohorte 100 % en ligne a été lancée, appuyée par la mise à disposition de tablettes et la formation à l'usage de la plateforme. Les enseignants et directeurs ont bénéficié d'un accompagnement tutoré à distance complété par des regroupements.

Au Sénégal, l'extension à trois nouvelles académies a permis l'enrôlement d'environ 1 000 enseignants et la mobilisation de 69 encadreurs, avec un important dispositif logistique et une forte visibilité institutionnelle. Au niveau régional, la cohérence a été renforcée grâce à des processus d'apprentissage collectif, notamment les ateliers inter-pays qui ont porté sur l'harmonisation des normes de mise en œuvre, l'identification de bonnes pratiques évolutives et l'approfondissement de la réflexion sur la durabilité technique et financière du modèle basé sur l'IFADEM.

La participation de l'APEFE à des forums internationaux sur l'éducation dans le cadre de l'équipe Belgique et de la RTIA, a renforcé la position du modèle en tant que contribution crédible aux débats régionaux et internationaux sur le développement professionnel des enseignants.

BÉNIN :
1.216
ENSEIGNANTS FORMÉS ET
DOTÉS DE LIVRETS DONT

437
FEMMES

21
TUTEURS DES DIRECTEURS
D'ÉCOLE FORMÉS, DOTÉS DE
TABLETTE ET ACCOMPAGNÉS
DANS L'EXERCICE DU TUTORAT

RDC:

870

TUTORÉS INSCRITS

30

TUTEURS EN LIGNE



SÉNÉGAL:

NOMINATION DE
69

ENCADREURS POUR FORMER

1.000
ENSEIGNANTS.



Zakiath BONOU-GB0,
Enseignante-Chercheuse en
sciences du langage,
Conceptrice de livret et
Techno-pédagogue sur le
programme IFADEM

“Lors d’une séance d’accompagnement avec un groupe de tuteurs, j’ai été frappée par leur curiosité et leur envie de s’approprier les livrets que nous avons conçus. L’un d’eux m’a confié qu’il n’avait jamais imaginé pouvoir intégrer des activités linguistiques adaptées à sa classe en utilisant des supports numériques. Ensemble, nous avons exploré comment transformer une séquence pédagogique en un moment interactif, où les élèves pouvaient comparer les mots de leur langue maternelle avec ceux du français. Ce jour-là, j’ai vu des tuteurs passer du doute à l’enthousiasme : ils réalisaient que la formation n’était pas une contrainte, mais une opportunité de redonner vie à leurs pratiques. Pour moi, IFADEM est avant tout cette rencontre humaine, où la science du langage et la technologie se mettent au service de la créativité des enseignants et du plaisir d’apprendre des élèves.”

Contact

Sophie PHAM-HOLLIDAY - Chargée de mission - Éducation & programmation RTIA UE & T2E
2, Place Sainctelette
B – 1080 Bruxelles – Belgique
☎ +32 470 71 29 63
✉ s.holliday@apecfe.org



APEFE Place Saintelette 2

1080 Bruxelles

+32 2 421 8383

contact@apefe.org

APEFEasbl

apefe

@APEFEasbl

Avec le soutien de



Belgique
partenaire du développement



Wallonie - Bruxelles
International.be



Wallonie
environnement
Awac